



*République du Sénégal*

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

---

**PRIMATURE**

---

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

**AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**(RAPPORT DE REVUE POUR LE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES)**

**MEF**

**AVRIL 2011  
(Version finale)**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**

**GMS Audit & Expertise**

*Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc*

*Imm Moustapha N°207, 2<sup>ème</sup> étage à gauche*

*Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02*

*Fax : 33 867 68 01*

*Mail : gmac@orange.sn*

---

***SOMMAIRE***

<b>1. NOTE DE SYNTHESE.....</b>	<b>5</b>
<b>1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION .....	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés .....	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
<b>1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES.....</b>	<b>7</b>
<b>1.4. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>11</b>
<b>1.5. CONCLUSION.....</b>	<b>14</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT .....</b>	<b>14</b>
<b>2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....</b>	<b>14</b>
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	14
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	15
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT .....	16
<b>2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE .....</b>	<b>19</b>
<b>2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>19</b>
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	19
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	20
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	20
<b>2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....</b>	<b>20</b>
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	20
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	21
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit .....	22
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	23
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>25</b>
<b>3.1. RAPPEL.....</b>	<b>25</b>
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	25
3.1.2. PROCEDURES.....	26
<b>3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	<b>27</b>
3.2.1. PRESENTATION DU MEF.....	27
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DU MEF .....	29

<b>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</b>	<b>30</b>
<b>4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....</b>	<b>30</b>
4.1.1. APPEL D'OFFRES.....	30
4.1.2. PRESTATIONS INTELLECTUELLES .....	57
4.1.3. ENTENTE DIRECTE .....	68
4.1.4. DRP .....	98
<b>4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....</b>	<b>177</b>
4.2.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER .....	177
4.2.2. CONSTATS D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE .....	177
<b>4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....</b>	<b>177</b>
<b>5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	<b>178</b>
<b>5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES .....</b>	<b>178</b>
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX AO .....	178
5.2. 2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX ED.....	180
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP .....	180
5.2.5. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	181

**LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
PVR	Procès Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

## **1. NOTE DE SYNTHÈSE**

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées à l'issue de nos travaux.

### **1.1. Déroulement de la mission**

#### **1.1.1. Cadre de l'intervention**

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les Autorités Contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

#### **1.1.2. Modalités d'intervention**

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

#### 1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

#### 1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

### 1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du MEF se présentent comme suit :

#### ✓ **Commission des Marchés et Cellule de Passation des Marchés**

Conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics, La Commission et la Cellule de passation des marchés ont été mises en place et tous les membres ont signé la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics.

**✓ Rapports périodiques**

Les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés ont été préparés et remis à la DCMP conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances.

De même, le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 a été établi avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics.

**✓ Plan de passation des marchés (PPM) et Avis Général de Passation des Marchés (AGM)**

Au titre de la gestion 2009, le Plan de Passation des Marchés du MEF a été établi et transmis à la DCMP.

L'Avis Général de passation des marchés a également été établi et publié dans le quotidien « Le Soleil ».

**1.3. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés**

Nous présentons ci-après les non conformités que nous avons relevées :

**Points de non conformité relevés sur le dispositif :**

- La Cellule des Marchés du MEF a aménagé une salle pour l'archivage des dossiers de marché. Cependant, il existe un problème réel d'archivage, en particulier les offres techniques des soumissionnaires et les dossiers des DRP ;
- Utilisation des formulaires types d'évaluation d'offres en l'état sans y adjoindre des annexes permettant d'analyser dans le détail la conformité des offres et la qualification des soumissionnaires.

**Points de non conformité relevés sur les Appels d'offres :**

- Retard dans la finalisation des dossiers d'appel d'offres restreint alors même que le motif allégué concernait les dispositions de l'article 73.2.a du CMP relatif à l'urgence impérieuse,
- Absence de preuve de la réception des dossiers d'appel d'offres restreint par les candidats n'ayant pas déposé une offre,

- Conclusion d'avenants à des dates très proches des dates de réception des travaux, fournitures et services qui en constituent l'objet. Ceci laisserait penser que leur réception n'a été retardée que le temps d'obtenir l'avis favorable de la DCMP et l'approbation de ces avenants,
- Retard entre la date d'ouverture des plis et la date limite de dépôt des offres,
- Attribution de deux (02) marchés à des candidats n'ayant pas respecté les critères de qualification,
- Absence d'évaluation détaillée de la qualification des soumissionnaires,
- Retard dans la publication d'avis d'attribution provisoire,
- Livraison de fournitures avant l'approbation du marché,
- Pratique de prix non compétitif constatée sur un marché de matériels informatiques et mobiliers de bureau passé par appel d'offres restreint,
- Anomalies sérieuses constatées sur les dossiers conduits par le Ministère de l'Habitat (par le biais de la Direction de la Construction, des Bâtiments et des Edifices Publics), Maître d'ouvrage délégué pour le compte du MEF. Ainsi, l'évaluation de la qualification des soumissionnaires a été effectuée avant l'appréciation de la conformité des offres et du caractère complet des dossiers de passation de marchés,
- Absence de précision dans les cahiers de charges des critères de conformité des offres et des critères de qualification.

**Non conformités relevées sur les prestations intellectuelles :**

- Absence de précision des critères d'évaluation des dossiers dans les avis de manifestation d'intérêts,
- Absence de précision dans une demande de propositions du nombre de références minimales exigées,
- Inclusion dans une liste restreinte de cabinets qui, à la lecture des références qu'ils ont fournies, ne disposent pas de références solides dans le domaine qui fait l'objet de la consultation "diagnostic, financier, organisationnel et commercial",
- Utilisation de critères d'évaluation non prévus par les cahiers de charges,
- Attribution de notes techniques à des candidats ne reflétant pas les points faibles relevés sur leurs offres,
- Elimination induite de soumissionnaires moins disants avec invocation des dispositions de l'article 59.4 du CMP relatives à l'élimination d'offres jugées anormalement basses sans tenir compte des cas dérogatoires prévus par cette disposition.



**Non conformités relevées sur les ententes directes :**

- Conclusion de marchés par entente directe en se fondant anormalement sur les dispositions de l'article 76,
- Non présentation par les attributaires du droit d'exclusivité,
- Absence d'identification claire des éléments précis d'information financière que les prestataires de services doivent transmettre pour permettre le contrôle spécifique sur les prix de revient prévu par l'article 75 du CMP.

**Non conformités relevées sur les DRP :**

Les non conformités relevées concernent l'absence de certaines mentions obligatoires et la non application des dispositions de l'article 77 du CMP et de la Circulaire N° 0004 /PM/CAB/CP relative à l'organisation des DRP.

Ainsi, les anomalies suivantes ont été relevées :

**a- Plan de Passation de Marchés**

L'auditeur constate :

- la non inscription des DRP dans le PPM du MEF (10,4% des cas).
- l'existence de pratiques de fractionnement sur une même ligne budgétaire et l'absence de regroupement des achats notamment pour les fournitures et services (42% des cas).

**b- La publicité**

L'examen des dossiers de DRP du Ministère de l'Economie et des Finances révèle une absence de publicité spécifique conformément à la Circulaire du Premier Ministre (98,7% des cas).

**c- Délai accordé pour le dépôt des offres**

Les délais accordés pour le dépôt des offres ne sont pas conformes aux dispositions du CMP : lettres d'invitation, PV de dépouillement et d'attribution tous datés du même jour, délai de 24h à 48h imparti aux soumissionnaires, etc. (66,7% des cas).

**d- La liste restreinte**

- La liste restreinte est composée de moins de cinq (05) candidats (19,5% des cas),
- Absence de preuve de la réception des lettres d'invitation par les candidats (42% des cas),
- Les noms et adresses des candidats ne figurent pas sur les lettres d'invitation adressées aux candidats conformément à la Circulaire du Premier Ministre (100% des cas).

## e- Vérification de l'existence effective d'offres

Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant de l'offre (9,1% des cas)  
Les dossiers d'offre ne sont pas intégralement archivés (46,8% des cas).

## f- Procédure d'ouverture des offres

L'ouverture des offres n'est pas faite en séance publique (100% des cas, **bonne pratique**)

## g- Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation

- Absence du PV de dépouillement dans le dossier (19,5% des cas),
- Absence du PV d'évaluation et d'attribution des offres (76,6% des cas).

## h- Documents contractuels

- Absence de contrat ou de bon de commande dans le dossier des DRP (80,5% des cas ).

Il est également noté, une méconnaissance des seuils applicables aux DRP pour un certain nombre d'acteurs économiques qui pourrait aussi être interprétée comme une présomption de collusion entre l'attributaire et les autres soumissionnaires. En effet, un nombre important d'offres financières dépasse les seuils fixés par le CMP.

Des dossiers de marchés relatifs à des DRP de la Direction Générale des Douanes trouvées dans le SIGFIP n'ont pas été mis à notre disposition malgré plusieurs déplacements sur place. Ces dépenses s'analysent comme suit :

SECTION	CHAPITRE	LIGNE	N° BE	OBJET	FOURNISSEUR	MONTANT
43 – MEF	DGD	6226 - Entretien et réparation véhicules	09-225290	ENTRETIEN REPARATION VEHICULES	ENTREPRISE GENERALE DE PRESTATION DE SERVICES-SUARL E.G.P.S.-SUARL	3 024 576
43 – MEF	DGD	6229 - Autres ent et maintenance	09-042116	ENTRETIEN MAINTENANCE	ENTREPRISE GENERALE DE PRESTATION DE SERVICES-SUARL E.G.P.S.-SUARL	5 263 980
43 – MEF	DGD	6229 - Autres ent et maintenance	09-042125	ENTRETIEN ET REPARATION GROUPE ELECTROGENE BUREAU DAKAR PORT	ENTREPRISE GENERALE DE PRESTATION DE SERVICES-SUARL E.G.P.S.-SUARL	3 383 650
43 – MEF	DGD	6229 - Autres ent et maintenance	09-225276	ENTRETIEN MAINTENANCE	SARRE TECHNOBAT –SUARL	13 902 953
43 – MEF	DGD	6229 - Autres ent et maintenance	09-225298	ENTRETIEN ET REFECTION	SARRE TECHNOBAT –SUARL	3 618 140
43 – MEF	DGD	6299 - Autres achats biens et services	09-225299	EQUIPEMENT SALLE ET SERVICES	SARRE TECHNOBAT –SUARL	10 990 520
43 – MEF	DGD	6214 – Carburant	09-042121	CARBURANT	SHELL SENEGAL SA	87 635 899
43 – MEF	DGD	6214 – Carburant	09-225291	CARBURANT	SHELL SENEGAL SA	87 635 836
43 – MEF	DGD	6226 - Entretien et réparation véhicules	09-225285	ENTRETIEN MAINTENANCE	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE REPRESENTATION AUTOMOBILE SERA	2 436 200
43 – MEF	DGD	6226 - Entretien et réparation véhicules	09-225286	ENTRETIEN VEHICULES	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE REPRESENTATION AUTOMOBILE SERA	2 894 102

43 – MEF	DGD	6226 - Entretien et réparation véhicules	09-225287	ENTRETIEN FOURNITURES DE BUREAU	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE REPRESENTATION AUTOMOBILE SERA	2 759 143
43 – MEF	DGD	6226 - Entretien et réparation véhicules	09-225288	ENTRETIEN VEHICULES	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE REPRESENTATION AUTOMOBILE SERA	2 591 997
43 – MEF	DGD	6226 - Entretien et réparation véhicules	09-225289	ENTRETIEN ET REPARATION	SOCIETE D'EQUIPEMENT ET DE REPRESENTATION AUTOMOBILE SERA	2 977 108
43 – MEF	DGD	6299 - Autres achats biens et services	09-042130	SERVICE DE MAINTENANCE ET D'ENTRETIEN DE SCANNERS	SYNERGIES AFRIQUE	14 160 000
43 – MEF	DGD	6299 - Autres achats biens et services	09-042134	CHANGEMENT PIECES DEFECTUEUSE POUR SCANNER EN SERVICE YOFF	SYNERGIES AFRIQUE	14 750 000
<b>TOTAL</b>						<b>82 752 369</b>

#### 1.4. Recommandations

A la suite de nos constats, nous formulons les recommandations suivantes :

##### Recommandations sur le dispositif

La Cellule de Passation des Marchés du MEF doit systématiquement veiller à ce que l'ensemble des documents utilisés lors de la procédure de passation de marchés fasse l'objet d'un archivage exhaustif tenant compte des instructions de l'ARMP en la matière. En particulier, pour chaque dossier d'appel à concurrence, les dossiers complets présentés par chaque soumissionnaire doivent être conservés pour pouvoir être présentés sur demande.

Le MEF doit veiller, en utilisant les formulaires types d'évaluation des offres, à y inclure toute annexe nécessaire permettant de compléter les tableaux prévus dans ces formulaires, en particulier pour analyser dans le détail la conformité des offres et la qualification des soumissionnaires.

##### Recommandations sur l'audit des Marchés

Nos recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

##### Pour les Appels d'offres (A.O.)

- Veiller à conduire et à finaliser dans les meilleurs délais les marchés passés par appel d'offres restreint (en particulier ceux passés à la suite du motif d'urgence impérieuse),
- Apporter par tout moyen, la preuve de la réception par les candidats à un appel d'offres restreint des dossiers d'appel à concurrence,
- Veiller à conclure les avenants dans le strict respect de l'interdiction posée par l'article 23.3 du CMP en évitant de passer des avenants à des dates très

rapprochées de celles de réception des travaux, des fournitures et services qui en font l'objet,

- Veiller à ouvrir les plis immédiatement ou dans tous les cas dans les meilleurs délais après la date limite de dépôt des offres,
- Circonscrire l'évaluation de la qualification à l'attributaire et non à tous les candidats et la conduire indépendamment du contenu de leur offre,
- Veiller à publier dans les meilleurs délais les avis d'attribution provisoire et immédiatement après l'approbation des contrats en application des dispositions de l'article 81.3 du CMP,
- N'exécuter les marchés qu'une fois approuvés du moment où l'approbation marque la date de conclusion du contrat (Article 43 du Code des Obligations de l'Administration),
- Veiller à ce que les cahiers de charges contiennent les spécifications techniques complètes attendues des produits à livrer et les critères de qualification exigés des candidats de la procédure,
- Instruire la Commission des marchés du MEF à être davantage attentive au contenu des offres des candidats afin de relever celles qui ne font que reprendre en l'état les spécifications techniques des cahiers des charges. Dans le cas spécifique des appels d'offres restreints, pour notamment contourner le risque de collusion entre les candidats, le caractère raisonnable des offres financières doit être apprécié.

#### **Recommandations sur les prestations intellectuelles :**

- Veiller à préciser dans les avis de manifestation d'intérêts pour la sélection de Consultants, des Cabinets ou Bureaux d'Etudes les critères d'évaluation des dossiers de soumission qui serviront de base aux comités techniques pour évaluer les offres et confectionner les listes restreintes,
- Pour faciliter l'évaluation des propositions techniques des Consultants, les demandes de propositions doivent quantifier le nombre minimal de références exigé dans le domaine spécifique objet de la mission,
- La Cellule de Gestion et de Contrôle du Portefeuille de l'Etat (CGCPE) doit être plus vigilante dans la prise en compte des références pertinentes des Cabinets short listés afin de ne retenir que les Cabinets possédant les références pertinentes à la mission objet de la consultation et sur la seule base des informations fournies dans leur dossier technique,
- Les comités techniques doivent se limiter strictement au contenu de la mission fixé dans les avis de manifestation d'intérêts et évaluer les références des candidats sur cette seule base. Par ailleurs, lors de l'évaluation des

propositions techniques des candidats, ils doivent aussi se limiter strictement aux exigences des TDR et des données particulières de la demande de proposition (DP),

- Les Autorités Contractantes doivent veiller à appliquer avec prudence la notion d'offre anormalement basse qui, en réalité ne serait pertinente que pour les marchés portant sur des fournitures et des travaux nécessitant l'emploi de matériels, matières et fournitures dont les coûts de revient peuvent être aisément établis sans contestation aucune. Les marchés de prestations intellectuelles ont ceci de particulier que l'essentiel des coûts facturés sont des honoraires qui sont plus faciles à réduire en tenant compte de conditions exceptionnellement favorables propres à un candidat (basse saison du point de vue de la répartition dans le temps de ses activités, emploi exclusif de personnel permanent pour ses missions et qui peut être momentanément en sous emploi...).

#### **Recommandations relatives aux ED**

Dans la conclusion de marchés par entente directe, veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En particulier, l'invocation des notions de "mesures particulières de sécurité" ou de «souci d'harmonisation du parc du gouvernement» ne constitue de notre point de vue, des motifs valables suivant l'article 76 du Code des Marchés Publics. Par ailleurs, tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique le lui conférant.

#### **Recommandations sur les DRP**

- Etablir et archiver les copies déchargées des lettres d'invitation adressées aux candidats présélectionnés ;
- Respecter les dispositions de l'article 77 du CMP relatives au nombre minimum de candidats (au moins 5) invités dans le cadre des DRP ;
- Etablir des PV d'ouverture des offres des soumissionnaires conformément à la Circulaire n°0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;
- Etablir des PV d'attribution ;
- Informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP ;
- Conclure les DRP par un contrat écrit ;
- Eviter les pratiques de fractionnement en regroupant les achats notamment pour les fournitures et services ;
- Transmettre les copies des PV d'ouverture aux soumissionnaires ;

- Etablir les PV de réception ;
- Veiller au bon archivage de toutes les pièces de la procédure.

## **1.5. Conclusion**

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, le Ministère de l'Economie et des Finances s'est conformé de façon moyennement satisfaisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

## **2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT**

### **2.1. Rappel des termes de référence**

#### **2.1.1. Contexte de la mission**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent la substance de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les Autorités Contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

### 2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des Autorités Contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque Autorité Contractante ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non

respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. Pour chacune des Autorités Contractantes, le Consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;

- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'Autorité Contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le Consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'Autorité Contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le Consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'Autorité Contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur. Il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des Commissions internes de marchés, des Cellules de Passation de Marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

### 2.1.3. Tâches attendues du Consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'Auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des Autorités Contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de



l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement ( des ressources internes et des ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),

- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le Consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les Plans et Avis Généraux de Passation de Marchés,
- l'attribution aux moins-disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,
- les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
- l'approbation des marchés par les Autorités compétentes,
- les éléments constitutifs des cahiers des charges,
- les seuils des avenants,
- le respect des délais d'exécution,
- les cas de résiliation, etc. ;

d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;

e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des cellules et commissions des marchés ;

f) faire des vérifications sur :

- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
- la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
- l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
- la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
- la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et des Agences ;
- la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
- l'application des pénalités de retard prévues ;

g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'Autorité Contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;

h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;

i) en fin de mission, assurer une formation de deux (02) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (05) experts de l'ARMP et cinq (05)

experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites Institutions ;

Le Consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des Autorités Contractantes concernées.

## **2.2. Méthodologie de mise en œuvre**

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et obtention des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC ;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

## **2.3. Description des travaux d'audit**

### **2.3.1. Audit de la passation des marchés**

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 22 septembre 2010 au MEF pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. Le Ministère a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées.

Une réunion de démarrage de la mission a ensuite été organisée avec l'Autorité contractante.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau du MEF pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les données du SIGFIP.

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

#### 2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés du MEF visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

#### 2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception, de la livraison des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

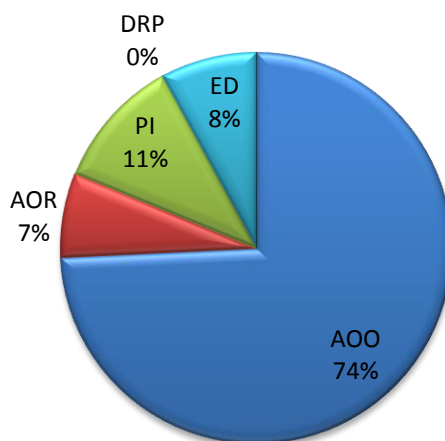
### 2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

#### 2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par le MEF qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	75	9 481 891 126
Appel d'offre Restreint (AOR)	7	890 266 157
Prestation Intellectuelle (PI)	11	1 268 430 067
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	-	-
Entente Directe (ED)	8	1 340 680 084
<b>TOTAL</b>	<b>101</b>	<b>12 981 267 434</b>

#### COMPOSITION DE L'ECHANTILLON INITIAL



##### 2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur le SIGFIP et les rapports trimestriels transmis à la DCMF concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever vingt et un (21) marchés passés par la procédure d'entente directe par la Direction du Matériel et du Transit Administratif (DMTA) et sept (07) AOR. En outre, sur les huit (08) ententes directes déclarées, cinq (05) se sont révélées être des AO. Le MEF n'a pas produit de statistiques sur les DRP exécutées durant la gestion

budgétaire 2009 et l'échantillonnage a été effectué directement sur le SIGFIP. Ainsi, un échantillonnage a été effectué sur la base de ces contrôles et ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue du Ministère.

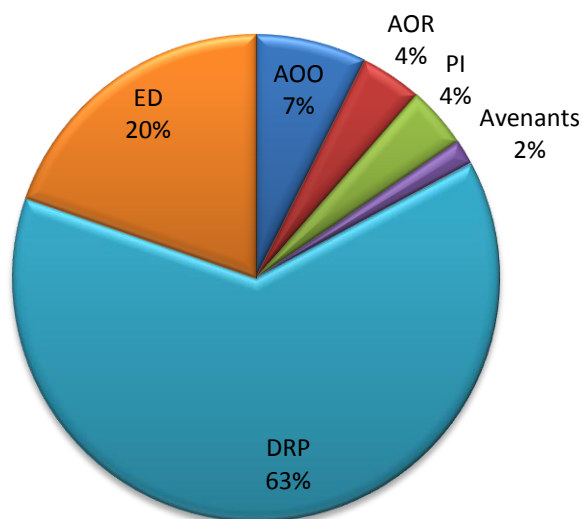
Le tableau ci-après présente les marchés concernés en F CFA :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	75	9 481 891 126	09	8 296 660 562	12%	
Appel d'offres restreint(AOR)	7	890 266 157	05	1 049 461 135	71 ,5%	
Prestations intellectuelles (PI)	11	1 268 430 067	05	707 468 224	45,5%	
Avenants			02	165 018 473		
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	-	-	77	295 627 462	%	
Entente directe (ED)	8	1 340 680 084	24	964 968 901	100%	
<b>TOTAL</b>	<b>101</b>	<b>12 981 267 434</b>	<b>136</b>	<b>11 479 204 757</b>		

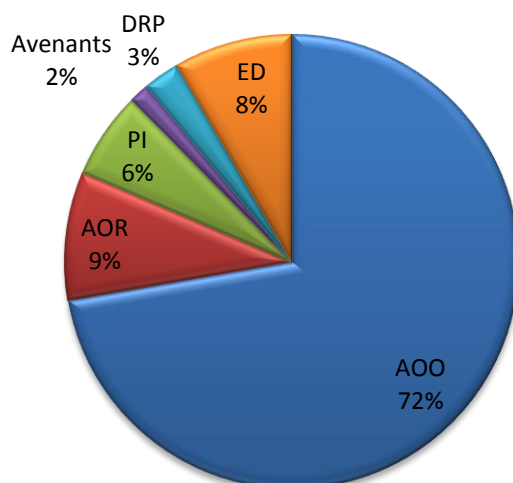
#### 2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour le MEF, notre échantillon porte sur neuf (09) AOO, cinq (05) AOR, cinq (05) PI, soixante dix sept (77) DRP et vingt quatre (24) ED.

## REPARTITION DE L'ECHANTILLON EN NOMBRE



## REPARTITION DE L'ECHANTILLON EN VALEUR



### 2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit technique porte sur la vérification physique des travaux et réhabilitation, sur les livraisons de fournitures de bureau et de consommables informatiques et des consommations à travers la comptabilité matières, sur les prestations intellectuelles à travers les rapports.

<u>TYPE</u>	<u>N° BE</u>	<u>NATURE</u>	<u>FOURNISSEURS</u>	<u>MONTANT</u>
TRAVAUX	09-345874	Câblage informatique des services de la DGID	CII HONEYWELL BULL SENEGAL BULL	488 048 347
	09-419110	Travaux d'aménagement de la DCMP	FALL BABACAR « BF TRADING AND SERVICES»	141 993 530
	09-345809	Bâtiments administratifs à usage de bureau (DGID)	FALL BABACAR « BF TRADING AND SERVICES»	247 727 568
PRESTATIONS	09-103340	Locations de logiciels IBM (DGD)	CFAO TECHNOLOGIES. SA	299 631 000
	09-327 424	Honoraires et commissions (DGID-PAMOCA)	Groupement d'ingénieurs conseils du Sahel- SA	116 816 224
	09-419023	Location salles-hébergement et restauration (DAGE)	HOTEL MERIDIEN PRESIDENT	278 476 779
	09-327426	Honoraires et commissions (DGID- PAMOCA)	Topographes Consultant s- SARL	115 000 000
	09-327427	Honoraires et commissions (DGID-PAMOCA)	Topographes Consultant s- SARL	96 000 000
	<b>08 ENQCAD DAKAR/09</b>	Enquêtes cadastrales à Dakar (DGID-PAMOCA)	<b>Lots 1, 3 et 4 : TOP CONSULT Lot 2 : INGESAHEL</b>	408 016 224
	C0782/09	Audit financier et comptable de SUNEOR (CGCPE)	GROUPE FONDAS AUDIT ET CONSEIL	52 805 000
	<b>C0878/09</b>	REALISATION DU DIAGNOSTIC STRATEGIQUE ET FINANCIER DU QUOTIDIEN "LE SOLEIL" (Cellule de Gestion et de Contrôle du Portefeuille de l'Etat)	CABINETGLOBAL AUDIT ET CONSEILS	47 967 000
	<b>S 919/08</b>	Contribution des secteurs de travail de grain et farine, du sucre et des télécommunications dans les ressources fiscales selon les régions PAMOCA (DGID)	CABINETCABEX	50 000 000
FOURNITURES	09-225314	Fournitures de véhicules de poursuites (DGD)	CFAO SENEGAL	275 050 000
	09-419112	Fournitures de mobiliers et matériels de bureau (DAGE)	GIE DELTA GROUP INTERNATIONAL	27 293 400
	09-419111	Fournitures de matériels informatiques (DCMP)	GIE DELTA GROUP INTERNATIONAL	22 790 520
	09-421990	Matériels informatiques (DGF)	OUMOU INFORMATIQUES SUARL	105 916 741
	09-345826	Achats de vignette	PHILAPOSTE	386 861 022
<b>TOTAL</b>				3 217 432 504
<b>TOTAL ECHANTILLON</b>				11 479 204 757
<b>Taux de couverture</b>				<b>28,1%</b>



### **3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES**

#### **3.1. Rappel**

##### **3.1.1. Réglementation en vigueur**

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n°2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n°2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n°2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n°2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;

- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n°11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 03 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des Plans de Passation des Marchés Publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n°005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.
- Circulaire N° 0004 PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du Premier Ministre.

### 3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

#### Rappel des seuils applicables au MEF en vertu de l'Arrêté 11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### **3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés**

#### **3.2.1. Présentation du MEF**

L'organisation du Ministère de l'Economie et des Finances est définie par le Décret n° 2010-925 du 08 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères.

Le Ministère de l'Economie comprend :

##### **1- Le Cabinet et les services rattachés**

- Inspection générale des Finances ;
- Unité de Coordination et de suivi de la Politique économique ;
- Fonds de Promotion Economique ;
- Centre d'Etudes de Politiques pour le Développement ;
- Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières.
- Cellule de passation des Marchés publics ;
- Cellule de Communication ;
- Cellule de formation et de Renforcement des Capacités.

##### **2- Le Cabinet du Ministre Délégué, chargé du Budget**

##### **3- Le secrétariat général**

##### **4- Les Directions**

Direction Générale des Finances :

- Services rattachés ;
- Direction du Contrôle interne.
- Direction du Budget ;
- Direction de la Dette et de l'Investissement ;
- Direction de la Solde, des Pensions et des Rentes viagères ;
- Contrôleur des Opérations financières ;
- Direction du Matériel et du Transit Administratif ;

► Direction Générale de la Comptabilité publique et du Trésor :

- Services rattachés ;
- Direction du Contrôle interne ;

- Direction de la Comptabilité publique ;
- Direction du Secteur parapublic ;
- Direction de l'Administration et du Personnel ;
- Trésorerie générale ;
- Paierie générale du Trésor ;
- Recette générale du Trésor ;
- Trésorerie-Paierie pour l'Etranger ;
- Trésoreries – Paieries régionales.

► Direction Générale des Douanes :

- Services rattachés ;
- Direction du Contrôle interne ;
- Direction de Règlementation et de la Coopération internationale ;
- Direction des Opérations douanières ;
- Direction du Renseignement et des enquêtes douanières ;
- Direction de la Facilitation et du Partenariat avec l'Entreprise ;
- Direction du Personnel et de la Logistique ;
- Direction des Systèmes informatiques douaniers.

► Direction Générale des Impôts et Domaines :

- Services rattachés ;
- Direction du Contrôle interne.
- Direction des Impôts ;
- Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ;
- Direction des Vérifications et Enquêtes fiscales ;
- Direction du Cadastre ;
- Direction de l'Administration et du Personnel ;
- Direction de la Législation, des Etudes et du Contentieux ;
- Direction du Recouvrement.

► Direction Générale du Plan :

- Direction de la planification nationale et de la planification régionale ;
- Direction des Stratégies de Développement ;
- Direction de la Planification des Ressources humaines ;

- Direction de la Coopération économique et financière ;
- Direction Centrale des Marchés publics ;
- Direction de la Prévision et des Etudes économiques ;
- Direction de la Monnaie et du Crédit ;
- Direction des Assurances ;
- Direction du Traitement automatique et de l'Information ;
- Direction de l'Appui au Secteur Privé ;
- Direction de l'Administration générale et de l'Equipeement ;
- Agence judiciaire de l'Etat ;
- Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes financiers décentralisés.

## **5- Autre administration**

- Agence nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal.

### **3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés du MEF**

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité du MEF à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa conformité avec les instructions de la DCMP en la matière. Sur ce point, nous notons que le PPM pour les acquisitions de l'exercice 2009 du MEF a été établi et envoyé à la DCMP.

Par ailleurs, nous avons vérifié le respect par le MEF des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté n°11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du NCMP relatif à la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Nous avons constaté que le MEF a fait la publication de l'AGPM pour l'année 2009.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas respectées.

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, ont été mis à notre disposition.

Enfin, le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, a été également établi.

## 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

### 4.1. Audit de la passation des marchés

Ces constats portent sur les AO et DRP échantillonnés pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les conclusions du Cabinet sur chaque AO et DRP :

#### 4.1.1. Appel d'Offres

APPEL D'OFFRES RESTREINT T/0055/09	
Objet	CABLAGES INFORMATIQUE DES SERVICES DE LA DGID
Service initiateur	DGID
Date d'invitation	13/12/07
Date de dépôt des offres	28/12/07
Attributaire	BULL_SENEGAL
Autres candidats consultés	SODIMEL, JONCTION, NEUROTECH, CFAO TECHNOLOGIES
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	23/01/09
Montant du marché	488 048 347 FCFATTC
Date de réception	28/09/09
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le marché a été conclu après appel d'offres restreint autorisé par la CNCA avec à l'appui l'argument de nécessité d'une procédure d'urgence. Un délai de quinze (15) jours avait été imparti aux cinq candidats pour le dépôt de leurs offres. Les plis n'ont été ouverts que le 04 janvier 2008 soit sept (7) jours après la date limite de dépôt des offres (28 décembre 2007). Le rapport du comité technique a été établi le 07 février 2008 soit plus d'un (1) mois après l'ouverture des plis bien qu'une seule offre ait été en définitive évaluée. L'attribution du marché a eu lieu le 25 février 2008 soit en définitive soixante quatorze (74) jours après le lancement du marché alors que son approbation n'est intervenue que le 23 janvier 2009. Il ressort a posteriori que, du fait du long délai de presque un an nécessaire à la finalisation du processus, le motif d'urgence allégué n'était pas justifié ;</li> <li>▪ Nous n'avons pas eu la preuve de la réception des lettres d'invitation par les candidats n'ayant pas soumis une offre. Les services de la DGID arguent du changement de gestionnaire de la direction ;</li> <li>▪ Seuls deux (02) candidats ont soumis en définitive une offre. Le deuxième candidat a vu son offre jugée irrecevable pour absence de caution de soumission. Le PV d'ouverture des plis précise par ailleurs que le candidat n'a pas fourni de pièces administratives et son offre n'a consisté qu'à deux devis séparés. Ceci pose la</li> </ul>

	<p>question de la pertinence des capacités techniques des candidats short listés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le cahier des charges n'est pas très précis dans la quantification du critère de qualification relatif aux marchés analogues exécutés : aucun nombre minimal de marchés n'a été ainsi précisé. Il est simplement demandé au candidat de fournir la preuve des marchés similaires réalisés durant les deux dernières années ;</li> <li>▪ Le rapport du comité technique présente beaucoup d'insuffisances : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune mention n'a été faite de la vérification de la qualification de l'attributaire dont l'offre est seule jugée conforme,</li> <li>- le comité technique n'a pas mis en œuvre toutes les étapes devant mener à l'évaluation complète de l'offre. Dans les deux (02) étapes d'examen préliminaire et d'examen détaillé, seule la sous étape "examen de l'exhaustivité de l'offre" a été mise en œuvre, les autres sous étapes (en particulier : signature de l'offre par une personne habilitée, éligibilité du soumissionnaire et correction d'erreurs) n'ont pas été exposées ;</li> <li>- Les avis d'attribution provisoire et définitive ne nous ont pas été présentés.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'appel d'offres restreint a ceci de particulier qu'un faible nombre de candidats est invité (généralement trois) avec le risque que la plupart ne dépose pas d'offres du fait surtout du délai assez court imparti, de sorte que les Autorités Contractantes doivent veiller à ne l'utiliser comme mode de passation de marchés que dans des cas extrêmes limitativement énumérés par l'article 73.2 du CMP. En particulier, elles doivent s'assurer que le raccourcissement du délai normal d'appel d'offres obtenu avec cette procédure ne sera pas annihilé par le retard accusé dans la conduite du processus de passation de marchés (ouverture des plis à attribution du marché) ;</li> <li>- Le MEF devrait veiller à obtenir des candidats la preuve (sous forme d'accusé de réception) de la réception des lettres d'invitation et à s'assurer dans des procédures de ce type que les candidats short listés ont les capacités techniques et financières minimales pour exécuter les marchés ;</li> <li>- Les critères de qualification doivent être quantifiés afin de rendre aisée leur évaluation ;</li> <li>- Les rapports du comité technique doivent contenir toutes les informations permettant de s'assurer que le marché a été attribué au candidat qualifié ayant soumis l'offre conforme la moins disante. En particulier, l'utilisation des</li> </ul>

	formulaires types d'évaluation ne doit pas empêcher le MEF d'utiliser des tableaux annexes supplémentaires pour détailler certaines parties de l'évaluation.
<b>Commentaires de l'AC</b>	NEANT
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



AVENANT N° 1 AU MARCHÉ N° T0055/09 T/0055/09	
<b>Objet</b>	<b>CABLAGE INFORMATIQUE DES SERVICES DE LA DGID</b>
Service initiateur	<b>DGID</b>
Date d'invitation	N/A
Date de dépôt des offres	N/A
Attributaire	<b>BULL_SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date d'approbation du contrat d'avenant	09/11/09
Montant du marché	<b>87 570 232 FCFATTC</b>
Date de réception	PV de réception non fourni
<b>Non conformités</b>	<p>▪ Un marché de base d'un montant de 488 048 347 FCFA avait déjà été conclu avec le fournisseur BULL après une procédure d'appel d'offres restreint (voir ci-haut). La DGID a sollicité et obtenu de la DCMP l'autorisation de conclure un avenant représentant 18% du contrat de base soit 87 570 232 FCFA afin de réaliser un câblage additionnel des services fiscaux régionaux et d'obtenir la fourniture et l'équipement d'installations de sécurité pour les systèmes.</p> <p>Nos vérifications sur le respect du plafond limite de 30% autorisé par rapport au montant du contrat de base et l'exigence de ne pas avoir déjà réceptionné le marché objet du contrat de base au moment de la conclusion de l'avenant n'ont pas révélé d'anomalies significatives. Toutefois, il est à signaler simplement que si, effectivement l'avis favorable de la DCMP a été délivré le 28 juillet 2009, la réception technique du marché objet du contrat de base est bien intervenue antérieurement (28 Septembre 2009) à l'approbation du contrat d'avenant (12 Novembre 2009).</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Le MEF devrait veiller à finaliser dans les meilleurs délais les procédures de contractualisation afin d'éviter des situations de ce genre où l'approbation du contrat d'avenant qui marque en réalité juridiquement sa conclusion ne survienne postérieurement à la réception des ouvrages du contrat de base. Dans ces conditions, le contrat d'avenant tomberait dans l'interdiction posée par l'article 23.3 : <i>"Aucun avenant relatif à un marché ne peut être conclu après la réception des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet"</i>.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	NEANT
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES SUR FINANCEMENT EXTERIEUR PASSES PAR CONSULTATION RESTREINTE	
S 919/08	
Objet	Contribution des secteurs de travail de grain et farine, du sucre et des télécommunications dans les ressources fiscales selon les régions
Service initiateur	PAMOCA (DGID)
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	CABINETCABEX
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	31/12/08
Montant du marché	50 000 000 FCFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Le marché est cofinancé par l'Etat du Sénégal (20 000 000 FCFA) et la BAD (30 000 000 FCFA). Cinq (05) Cabinets avaient été short listés, deux (02) ont soumissionné, les trois (03) autres avaient pourtant confirmé leur intention de soumissionner mais n'ont pas envoyé de courrier de désistement. La BAD a délivré son avis de non objection sur le PV d'attribution.	
Non conformités	En dépit du fait que le seuil d'examen préalable de 40 000 000 FCA fixé par l'article 2 de l'Arrêté N° 011580 du 28/12/07 pris en application de l'article 138 du CMP a été dépassé, nous n'avons pas constaté dans le dossier la preuve de la soumission du rapport d'analyse à la DCMP.
Recommandations	Les marchés financés sur ressources extérieures étant soumis au contrôle a priori de la DCMP dès que les seuils fixés sont atteints, le PAMOCA devrait veiller à respecter les dispositions de l'article 138 du CMP.
Commentaires de l'AC	NEANT
Appréciation du Cabinet	

APPEL D'OFFRES OUVERT 172 du 25/09/09	
Objet	ENTRETIEN ET NETTOIEMENT DES IMMEUBLES (LOT 1) ENTRETIEN ET REPARATION DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS DU MEF (LOT 2) :
Service initiateur	DAGE
Date d'invitation	13/12/08
Date de dépôt des offres	31/12/08 puis prolongé au 12/01/09
Attributaires	<b>Lot 1 : Compagnie Béta Service</b> <b>Lot 2 : décomposé en sous – lots :</b> <b>2.1 Equip Plus</b> <b>2.2 Non attribué : rejet des deux (02) offres pour défaut de caution de soumission</b> <b>2.3 et 2.4 OADEN</b> <b>2.5 et 2.6 Général Equipement</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	5 OCT 2009
Montant du marché	<b>Lot 1 : 60 642 000 FCFA</b> <b>Lot 2 : décomposé en sous - lots :</b> <b>2.1 : 10 135 020 FCFA</b> <b>2.2 : Non attribué</b> <b>2.3 et 2.4 : 50 745 900 FCFA</b> <b>2.5 et 2.6 : 26 939 400 FCFA</b>
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>à indiquer, en listant les critères de qualification, que les attributaires étaient conformes pour chacun des critères sans préciser les éléments fournis afin de les comparer aux exigences du cahier de charges ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La COMPAGNIE BETA SERVICES attributaire du lot 1 “entretien et nettoyage des immeubles” a présenté une attestation de capacité financière de 50 000 000 FCFA en lieu et place des 100 000 000 FCFA requis par le cahier des charges comme critère de qualification. En conséquence, elle ne devrait pas être considérée comme qualifiée ;</li> <li>En dépit de nos diverses relances, nous n’avons pas pu disposer des offres techniques des attributaires pour notamment vérifier leur post qualification par rapport aux exigences du cahier de charges.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une bonne pratique fortement recommandée exige que les offres soient ouvertes immédiatement après leur dépôt ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>- Un tableau d'analyse comparée des critères de qualification doit être établi afin de comparer les éléments de qualification de chaque attributaire avec les exigences du cahier des charges ;</li><li>- Le comité technique doit être vigilant dans la phase de vérification des documents soumis à titre de justification des critères de qualification ;</li><li>- Nous attendons la mise à disposition des offres techniques et financières des soumissionnaires pour finaliser nos diligences.</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	Un avis rectificatif avait été publié, un retard dans l'ouverture des plis n'a donc pas été accusé.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>L'avis rectificatif n'avait pas été mis à notre disposition. Observation sur le retard concernant l'ouverture des plis corrigée.</p> <p>Les autres observations restent maintenues.</p>

APPEL D'OFFRES RESTREINT F0936/09	
Objet	Fourniture de matériels informatiques
Service initiateur	DGF
Date d'invitation	12/10/09
Date de dépôt des offres	20/10/09
Attributaires	<b>Lots 1, 2 et 3 : Oumou Informatique</b> <b>Lot 2 : Burotic Diffusion</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	20/11/09
Montant du marché	Lot 1 : 53 878 800 FCFA Lot 2 : 15 691 029 FCFA Lot 3 : 16 709 980 FCFA Lot 4 : 35 327 961 FCFA
Date de réception	PV non daté
<b>Non conformités</b>	<p>Le marché a été passé par appel d'offres restreint après autorisation de la DCMP avec à l'appui la nécessité de conduire une procédure d'urgence au vu de la proximité de la date de clôture de la gestion 2009 et de la notification tardive à la DGF de la disponibilité des crédits. Les dossiers de lettres d'invitation ont été transmis aux candidats le 12 Octobre 2009, l'ouverture des plis a eu lieu le 20 octobre (date limite de dépôt des offres). Le rapport du comité technique a été établi le 23 octobre et le marché attribué le 27 octobre 2009.</p> <p>L'autorisation donnée par la DCMP au vu notamment des dispositions de l'article 73 (2.a) du CMP nous paraît acceptable.</p> <p>Toutefois, nous avons relevé les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les critères de qualification n'ont pas été évalués de façon détaillée : dans la partie "Résultats Examen préliminaire" du rapport technique d'évaluation, il est simplement indiqué que les candidats sont conformes du point de vue de l'expérience de marchés similaires, le même constat est valable pour la capacité financière où aucun chiffre n'est avancé sur les montants des attestations respectives soumises par les candidats. Dans ces conditions, il ne devrait pas être possible à la Commission des marchés de confirmer la validité des conclusions du comité technique ;</li> <li>▪ Dans l'offre technique de Oumou Informatique, aucune information n'est fournie pour permettre de vérifier sa qualification relativement aux critères de qualification définis</li> </ul>

	<p>dans le DAO (attestation de capacité financière, liste des références de marchés analogues, état détaillé du personnel de service après vente).</p> <p>Dans celle de Burotic Diffusion, il manque l'attestation de capacité financière. Par ailleurs, l'attributaire s'est simplement limité à indiquer le nombre d'employés de son entreprise sans prouver la présence parmi eux d'un ingénieur informaticien ayant au moins trois (03) ans d'expérience comme requis dans le cahier des charges.</p> <p>Dans ces conditions et au vu de ces éléments, les attributaires des deux (02) lots ne devraient pas être déclarés qualifiés.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les rapports du comité technique doivent contenir toutes les informations permettant de s'assurer que le marché a été attribué au candidat qualifié ayant soumis l'offre conforme la moins disante. En particulier l'utilisation des formulaires types d'évaluation ne doit pas empêcher le MEF d'utiliser des tableaux annexes supplémentaires pour détailler certaines parties de l'évaluation (notamment la vérification du respect des critères de qualification) ;</li> <li>- Le comité technique doit être plus vigilant dans la phase de vérification des documents soumis à titre de justification des critères de qualification.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	NEANT
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES RESTREINT PORTANT SUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA DCMP LA FOURNITURE DE MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU ET LA FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES A LA DCMP N° T 0822/09 LE 17/11/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURE DE MOBILIERS ET DE MATERIELS DE BUREAU ET DE MATERIELS INFORMATIQUES POUR LE COMPTE DE LA DCMP</b>
Service initiateur	<b>DAGE</b>
Date d'invitation	19/08/09
Date de dépôt des offres	24/08/09
Attributaires	<b>Lots 2 et 3 : GIE DELTA GROUP INTERNATONAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	17/11/09
Montant du marché	<b>50 083 920 FCFA</b>
Date de réception	30/10/09
<p>Le marché a été passé par appel d'offres restreint après autorisation de la DCMP avec à l'appui la nécessité de conduire une procédure d'urgence pour équiper la DCMP suite à l'incendie qui s'est déclaré dans ses locaux. Les dossiers de lettres d'invitation ont été transmis aux candidats le 19 Août 2009, l'ouverture des plis a eu lieu le 24 Août 2009 (date limite de dépôt des offres), le rapport du comité technique n'a pas été daté et le marché a été attribué le 02 Septembre 2009.</p> <p>L'autorisation donnée par la DCMP au vu notamment des dispositions de l'article 73 (2.a) du CMP nous paraît acceptable.</p> <p>Le marché a été attribué au candidat conforme le moins disant</p>	

Non conformités	<p>Nous avons relevé les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rapport technique établi avec le formulaire type d'évaluation des offres nous paraît très succinct. En particulier, l'appréciation des critères de conformité des offres est trop sommaire. Il est simplement précisé que les offres sont conformes pour l'essentiel sans que soit fourni (en annexe) un tableau d'analyse comparée permettant de vérifier exhaustivement la conformité des offres des soumissionnaires avec les spécifications techniques du cahier des charges (capacité du disque dur, RAM, fréquence du processeur, système d'exploitation...) ;</li> <li>- Le rapport technique d'évaluation fait état d'un tableau figurant en annexe II ayant permis de vérifier la qualification de l'attributaire. Faute de la mise à disposition de ce tableau, nous n'avons pas pu en prendre en connaissance pour déterminer les bases de détermination de la qualification de l'attributaire. En particulier, nous n'avons pas pu apprécier la qualification de l'attributaire du fait de l'absence dans le dossier de son offre technique et de ses pièces administratives ;</li> <li>- Un délai assez long (presque deux mois) s'est écoulé entre la date d'attribution du marché (24 Août 09) et la date de publication de l'avis d'attribution provisoire (21/10/09) ;</li> <li>- La date de livraison des photocopieurs et des matériels informatiques (29 et 30 Octobre 2009) est intervenue antérieurement à l'avis de la DCMP en vue de l'approbation du marché (06 Novembre 2009), à son approbation par le Ministre de tutelle (17 novembre 2009) et à sa notification à l'attributaire (24 Novembre 2009).</li> <li>- Dans la facture proforma (offre financière), le bordereau de livraison et la facture de l'attributaire, aucune référence n'est faite à la marque des matériels livrés (matériels informatiques, photocopieurs et imprimantes) L'attributaire s'est limité à reprendre textuellement les caractéristiques techniques du cahier de charge (exemple de la rubrique suivante : <i>capacité disque dur : "au moins 149 GO"</i>). Dans ces conditions, nous ne savons pas dans quelle mesure, le comité technique d'évaluation et le comité de réception ont pu respectivement évaluer la conformité de l'offre de l'attributaire et celle des matériels livrés avec les spécifications techniques définies dans le cahier des charges ;</li> <li>- Par la suite l'inspection physique dans les locaux DCMP</li> </ul>
-----------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



	<p>nous ont permis de constater que les matériels livrés avaient les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ordinateurs de bureau HP 1859 (DD 149 GO, 2.8 GHZ ; 2.79 GHZ, RAM 1.99 GO (890 000 FCFA HTVA)</li> <li>- Ordinateurs portables : DELL INSPIRON (DD 149 GO, 1.00GHZ ; 1 .99 GHZ, RAM 1.99 GHZ (1 164 500 FCFA HTVA)</li> <li>- Imprimante couleur HP Deskjet D4263 (68 000 FCFA HTVA)</li> <li>- Imprimante production HP LaserJet 2055dn (290 000 FCFA HTVA)</li> <li>- Onduleur Mercury modèle Elite 800 pro (45 000 FCFA HTVA)</li> <li>- Coffre fort haut (450 à 500 mm, largeur 400 à 450 mm, profondeur 400 à 450 mm, volume 3à à 40 litres, masse 175 à 200 kg (1 800 000 FCFA HTVA)</li> <li>- Copieurs (canon 2318 L vitesse copie 20 copies/mn, 250 à 250 feuilles, format A5, A4 et A3 (2 500 000 FCFA HTVA).</li> </ul> <p>Nos investigations nous ont conduites à conclure que les prix proposés par l'attributaire pour le matériel informatique et les copieurs sont surévalués. A titre de comparaison, la DGF a conclu dans la même période un marché de matériels d'ordinateurs de bureaux et de d'ordinateurs portables de marque HP avec des montants respectifs de 485 000 FCFA HTVA et 590 000 FCFA avec des capacités de disque dur deux fois plus importantes. Pour le copieur, la demande de prix que nous avons formulée auprès d'un distributeur agréé de la marque « canon » montre que pour un matériel identique (canon 2520) offrant même un plus d'options le prix de 2 500 000 FCFA HTVA est surévalué d'au moins 1 200 000 FCFA HTVA soit à peu près 100% du prix de base.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'utilisation des formulaires types d'évaluation des offres ne doit pas dispenser le comité technique d'évaluation d'annexer des tableaux permettant d'analyser la conformité des offres et la qualification des soumissionnaires,</li> <li>- La DAGE doit mettre à notre disposition l'annexe II dont fait état le rapport technique d'évaluation,</li> <li>- L'avis d'attribution provisoire doit être publié dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de</li> </ul>

	<p>l'article 81.3,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les marchés ne doivent être exécutés qu'une fois approuvés. L'approbation marque en effet la date de conclusion du contrat (article 43 du Code des Obligations de l'Administration),</li> <li>- La Commission des marchés devrait être davantage attentive au contenu des offres des candidats afin de relever celles qui ne font que reprendre en l'état les spécifications techniques des cahiers des charges. Dans le cas spécifique des appels d'offres restreints, pour notamment contourner le risque de collusion entre les candidats, le caractère raisonnable des offres financières doit être apprécié.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES RESTREINT PORTANT SUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA DCMP ET LA FOURNITURE DE MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU ET LA FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES A LA DCMP T0826/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA DCMP</b>
Service initiateur	<b>DAGE</b>
Date d'invitation	19/08/09
Date de dépôt des offres	24/08/09
Attributaire	<b>BF TRADING ET SERVICES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	<b>28/10/09</b>
Montant du marché	<b>Lot 1 : 141 993 530 FCFA TTC</b>
Date de réception	22/09/2009
<p>Le marché a été passé par appel d'offres restreint après autorisation de la DCMP avec à l'appui la nécessité de conduire une procédure d'urgence pour équiper la DCMP suite à l'incendie qui s'est déclaré dans ses locaux. Les dossiers de lettres d'invitation ont été transmis aux candidats le 19 Août 2009, l'ouverture des plis a eu lieu le 24 Août 2009 (date limite de dépôt des offres). Le rapport du comité technique n'a pas été daté et le marché a</p>	

été attribué le 02 Septembre 2009.

L'autorisation donnée par la DCMP au vu notamment des dispositions de l'article 73 (2.a) du CMP nous paraît acceptable.

Le marché a été attribué au candidat conforme le moins disant.

<b>Non conformités</b>	Nous n'avons pas pu mettre en œuvre les diligences de contrôle prévues du fait de l'absence de mise à notre disposition du rapport technique d'évaluation du marché.
<b>Recommandations</b>	La DAGE devrait mettre à la disposition de la mission le rapport technique d'évaluation.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT F0813/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>ENTRETIEN ET NETTOIEMENT DES LOCAUX</b>
Service initiateur	DGCPT
Date d'invitation	18/06/2009
Date de dépôt des offres	20 JUILLET 2009
Attributaire	<b>Comptoir Sénégalais de Fournitures et d'entretien</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	23/10/09
Montant du marché	<b>7 457 091 FCFA TTC</b>
Date de réception	NON DISPONIBLE
Seules deux (02) offres ont été reçues.	
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons pas obtenu dans le dossier le cahier des charges et le PV du comité technique.
<b>Recommandations</b>	La DGCPT devrait mettre à notre disposition le rapport technique d'évaluation pour nous permettre de finaliser les travaux liés à la mission.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Nous vous transmettons sous pli les documents demandés
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Le cahier des charges est bien reçu. Cependant, le rapport technique n'est pas transmis. En lieu et place, le compte rendu de visite au niveau des sites de chacun des deux soumissionnaires nous est transmis.

T139/09	
Objet	Construction des locaux de la Brigade des Douanes et logements de Gossas, Guinguinéo, Kaffrine
Service initiateur	Direction Générale de la Construction des Bâtiments et Edifices Publics (DGCBEPE)
Date d'invitation (Avis d'appel d'offres)	8 et 09/12/2007
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaires	Lot 1 : GLOBAL SERVICES, Lot 2 : GIE ASENAK Lot 3 : TOUBA MADIYANA
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	05/02/09
Montant du marché	Lot 1 : 91 302 087 FCFA Lot 2 : 90 958 027 FCFA Lot 3 : 90 707 590 FCFA
Date de réception	Non disponible
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dossier qui nous a été soumis est incomplet. Il manque les garanties de soumission et de bonne exécution, le cahier des charges et les offres techniques des soumissionnaires en particulier la justification de leurs qualifications ;</li> <li>- L'évaluation de la qualification des soumissionnaires a été faite avant l'évaluation de la conformité des offres ;</li> <li>- L'évaluation de la conformité des offres est très succincte. Elle s'est limitée à la phase "correction des erreurs".</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Direction Générale des Constructions doit mettre à notre disposition les éléments manquants du dossier identifiés ci-dessus pour nous permettre de finaliser nos diligences ;</li> <li>- L'évaluation de la qualification qui ne doit concerner que l'attributaire doit être faite après celle de la conformité des offres ;</li> <li>- Pour un marché aussi important, l'évaluation détaillée des offres doit être faite en suivant toutes les étapes prévues dans la procédure (vérifications de la validité de la caution de soumission, de la signature des offres, de la garantie de l'offre, de l'exhaustivité de l'offre...).</li> </ul>
Appréciation du Cabinet	

AVENANT T/0584	
Objet	TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE LA DGID
Service initiateur	DGID
Date d'invitation	N/A
Date de dépôt des offres	N/A
Attributaire	BF TRADING ET SERVICES
Date du bon de commande	NA
Date d'approbation de l'avenant	08/12/09
Montant du marché	73 448 241 FCFA
Date de réception	Non fourni
L'avenant conclu après autorisation de la DCMP représente 29,65% du marché de base (voir fiche ci-dessus)	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La demande d'avenant formulée auprès de la DCMP le 22 Octobre 2009 a reçu son autorisation le 08 Décembre 2009. Le PV de réception technique du marché de base a été établi deux (02) jours après soit le 10 décembre 2009. La proximité de ces deux (02) dates pourrait laisser croire que la réception technique du marché de base a été différée le temps d'obtenir la réponse de la DCMP pour éviter de tomber sous le coup de l'article 23.3 du CMP qui interdit la conclusion d'un avenant après la réception des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet ;</li> <li>- L'avenant représente 29,65% du marché de base, très voisin du seuil maximal de 30% imposé par l'article 24.1 du CMP. Ceci aurait pu justifier qu'un nouveau marché soit passé.</li> </ul>
Recommandations	Lorsque la modification envisagée dans le cadre d'un avenant porte sur un montant ou des quantités très proches même du seuil de 30% du marché de base, un nouveau marché devrait être passé. Le seuil de 30% doit en effet être considéré comme un indicateur et non comme un seuil arithmétique.
Commentaires de l'AC	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ C'est par un pur hasard ce que ces deux dates sont proches. Les procédures étaient en cours. Ceci n'avait même pas été remarqué. Il a fallu lire le rapport d'audit pour s'en rendre compte.</li> <li>✓ La procédure n'a en rien enfreint au seuil maximum prescrit</li> </ul>

	<p>par l'article 24.1 du Code des Marchés Publics comme reconnu par le rapport (29,65%).</p> <p>✓ Au surplus, l'avenant était le mode le plus approprié pour permettre à nos services de disposer dans les meilleurs délais de locaux fonctionnels pour pouvoir prendre en charge correctement les nouvelles qui venaient de lui être dévolues.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Observations maintenues.

<b>APPEL D'OFFRES RESTREINT T/0584</b>	
<b>Objet</b>	<b>TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DE LA DGID</b>
Service initiateur	<b>DGID</b>
Date d'invitation	12/03/09
Date de dépôt des offres	07/04/09
Attributaire	<b>BF TRADING ET SERVICES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	25/08/09
Montant du marché	<b>247 727 568 FCFA</b>
Date de réception	10/12/09
<p>Le marché a été passé par appel d'offres restreint après autorisation de la DCMP avec à l'appui l'urgence liée à la réorganisation des services DGID suite à la réforme des Finances publiques transférant le recouvrement des Impôts directs à la DGID.</p> <p>Les délais de la procédure (dépôt des offres) ont réduits de 30 jours à 20 jours.</p> <p>L'autorisation de la DCMP a été donnée le 29 Octobre 2008, mais les lettres d'invitation n'ont été envoyées aux candidats que le 12 Mars 2009 soit quatre (4) mois et demi plus tard.</p> <p>Le rapport technique d'évaluation a été établi le 14 Avril 2009. Cinq (5) candidats ont été invités, trois (3) ont répondu et seule l'offre de l'attributaire (moins disante) a été déclarée conforme.</p>	
<b>Non conformités</b>	<p>- Le délai de plus de quatre (4) mois mis pour déclencher la procédure d'envoi des lettres d'invitation aux candidats</p>

	<p>n'est pas conciliable avec le motif d'urgence alléguée par la DGID pour obtenir l'autorisation de passer le marché par appel d'offres restreint. En particulier, avec cette procédure qui a vu un nombre restreint de candidats invités, seule l'offre de l'attributaire a été déclarée conforme. Ceci pose la question de la pertinence du choix de la liste restreinte relativement aux capacités techniques des candidats invités ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas la preuve de la réception des lettres d'invitation par les candidats n'ayant pas déposé une offre ;</li> <li>- Dans le DPAO (Dossier Particulier d'Appel d'Offres) à la page 29, il est fait renvoi à une annexe où devaient être exposés les critères de qualification des soumissionnaires. Cette annexe n'est cependant pas jointe au dossier qui nous a été soumis ;</li> <li>- Nous n'avons pas pu disposer des PV d'ouverture des plis et d'attribution du marché ;</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Autorités Contractantes doivent veiller à conduire et finaliser dans les meilleurs délais les procédures d'appel d'offres restreint de sorte que le motif d'urgence généralement allégué à l'appui de leur demande soit justifié par les délais de cette procédure ;</li> <li>- Les preuves (décharges) de la réception des lettres d'invitation par les candidats doivent être apportés ;</li> <li>- Les services de la DGID doivent mettre à notre disposition l'annexe visée à la page 29 du DPAO et les PV d'ouverture des plis et d'attribution du marché pour nous permettre de finaliser les diligences liées à la mission.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>✓ La DGID, dans le cadre de la conduite du marché de câblage de ses services a été confronté à trois difficultés majeures, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La ponction au cours de la gestion 2008 des crédits qui étaient destinés à la couverture financière du marché. Malgré l'urgence qui s'attachait au marché, la DGID avait l'obligation d'attendre l'obtention des crédits suffisants dans le budget 2009 avant de poursuivre la procédure enclenchée.</li> <li>- <b>La difficulté de mobiliser les membres du Comité technique :</b></li> </ul> <p>Le comité technique chargé d'évaluer la seule offre reçue était composé de membres issus de la DGID et des autres services de l'administration tels que ADIE, DTAI, etc.</p>



	<p>Les membres issus des structures extérieures à la DGID avaient par moment des contraintes ailleurs qui justifiaient souvent leur absence aux processus d'évaluation de l'offre très technique, diversifiée et complexe.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur le rapport technique du comité, il est noté que leurs appréciations sont faites sur la base de nouveaux critères et tableaux récemment édités par la DCMP. Or, l'appréciation du marché doit être faite sur la base du Code de 2002 d'une part, sur certains aspects et d'autre part, sur le nouveau Code ainsi que la mise en place de la DCMP sur d'autres aspects.</li> </ul> <p>✓ Ce retard dans la mise en œuvre de la procédure s'explique également par le fait que, aussitôt après l'autorisation de la DCMP, les crédits affectés au financement de l'opération ont fait l'objet sans discernement de ponction, dans le cadre de la diminution généralisée des crédits budgétaires de l'époque nonobstant l'urgence qui s'attachait à cette opération. Ainsi, la DGID n'avait plus les moyens juridiques de poursuivre la phase de sélection des candidats, malgré l'urgence. Il a fallu attendre la mise en place (mars 2009) des ressources additionnelles octroyées à la DGID dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de performance, pour disposer des crédits nécessaires permettant de pouvoir déclencher la suite de la procédure.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Observations maintenues

APPEL D'OFFRES OUVERT T141/9	
Objet	CONSTRUCTION DES LOCAUX DES CSF DE MATAM (Lot 1), ZIGUINCHOR (Lot 2), THIES (Lot 3), OUAKAM (Lot 4), PIKINE (Lot 5), DIOURBEL (Lot 8) ET 4 <sup>ème</sup> BUREAU (Lot 6) ET EXTENSION DU CSF DE GRAND DAKAR (Lot 7)
Service initiateur	Direction Générale de la Construction des Bâtiments et Edifices Publics (DGCBEF)
Date d'invitation	08 ET 09/12/2007
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaire	LOT 1 : Baol Construction Lot 2 : Fourniture et Ingénierie Lot 3 : ESCI Lot 4 : KFE Lot 5 : SCPI Lot 6 : Fourniture et Ingénierie Lot 7 : ARC Lot 8 : ESCI
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	05/02/09
Montant du marché	Lot 1 : 971 051 972 FCFA Lot 2 : 1 115 999 030 FCFA Lot 3 : 1 461 628 173 FCFA Lot 4 : 796 966 389 FCFA Lot 5 : 659 024 676 FCFA Lot 6 : 472 714 424 FCFA Lot 7 : 322 865 917 FCFA Lot 8 : 1 141 352 667 FCFA
Date de réception	Non disponible
Non conformités	<p>Nous avons relevé les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rapport technique n'est pas signé par le 3<sup>ème</sup> membre de la Commission technique (l'architecte) ;</li> <li>- Dans l'évaluation des critères de qualification, la Commission technique n'a pas évalué le critère relatif au chiffre d'affaires réalisé au cours des trois (3) dernières années qui devait être au moins égal au montant de la soumission ;</li> <li>- Nous n'avons pas obtenu les offres technique et financière ainsi que les garanties de soumission et de bonne exécution des attributaires pour notamment vérifier l'évaluation de la qualification des attributaires</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La Commission technique d'évaluation doit être plus</li> </ul>

	<p>vigilante dans l'établissement de ses procès verbaux : ils doivent être systématiquement signés par tous les membres et l'évaluation de tous les critères de qualification doit être effectuée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à notre disposition les documents manquants listés ci-dessus.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT F0777/09</b>	
<b>Objet</b>	<b>Acquisition de véhicules pour la Direction Générale des Douanes</b>
Service Initiateur	<b>DGD</b>
Date d'invitation	27/08/08
Date de dépôt des offres	Non disponible
Attributaires	<b>Lot 1 : ESPACE AUTO Lot 2 : CFAO Lot 3 : CFAO</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	26 septembre 2008
Montant du marché	Lot 1 : 121 000 000 FCFA Lot 2 : 274 050 000 FCFA Lot 3 : 14 731 000 FCFA
Date de réception	02/11/2009
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons relevé les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de définition dans le cahier de charges des critères de qualification (capacité technique et financière), seule précision : " ne sont autorisés à soumissionner que les sociétés de la place ayant la capacité juridique, technique et financière" ;</li> <li>- Dans la détermination des spécifications techniques (Lot 1), il est requis des caractéristiques techniques non couramment trouvées sur les véhicules au Sénégal,</li> </ul>

	<p>exemple : 05 airbags au minimum, rétroviseurs dégivrants ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'argument suivant a été retenu par la Commission d'attribution pour attribuer le véhicule de direction (Lot 1) : "modèle présentant toutes les caractéristiques et présenté à la commission". Or, les trois (3) autres modèles respectent pour l'essentiel (à presque 90%) les caractéristiques techniques exigées. Le critère "présentation du modèle" comme argument d'évaluation ne nous paraît pas recevable dans la mesure où tous les modèles présentés par les soumissionnaires sont en cours de circulation au Sénégal et sont connus des membres de la Commission. De plus, l'article 3 du cahier de charges avait exigé des soumissionnaires de présenter les prospectus, catalogues ou fiches techniques mettant en évidence les caractéristiques des véhicules proposés. Ainsi, la Commission avait bien par ce biais à sa disposition tous les éléments lui permettant d'évaluer les performances des véhicules proposés sur la seule base des offres des candidats ;</li> <li>- Les offres financières des soumissionnaires ne nous ont pas été présentées, ni le PV d'attribution contenant ces offres. Dans ces conditions, nous n'avons pas pu vérifier si la marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les critères de qualification des soumissionnaires doit être déterminée de façon univoque avec une quantification des minima exigés ;</li> <li>- Les spécifications techniques doivent se limiter aux performances minimales recherchées dans les véhicules à acquérir. Ceci permettra d'éviter que des spécifications trop fermées ne visent un produit précis proposé par un candidat ;</li> <li>- L'évaluation de la conformité des offres doit pouvoir se limiter strictement aux offres des candidats, en particulier, si tous les éléments permettant de juger leur consistance sont fournis par les candidats ;</li> <li>- Mettre à notre disposition les offres financières des candidats pour nous permettre de finaliser les diligences.</li> </ul>

<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT 04/2009</b>	
<b>Objet</b>	<b>Travaux de câblage réseau SIGFIP régions Sédhiou, Kolda et Ziguinchor</b>
Service initiateur	DGF
Date d'invitation	30/07/09
Date de dépôt des offres	31 AOÛT 2009
Attributaire	<b>COMPUSYS INTERNATIONAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	20/11/09
Montant du marché	57 064 891 FCFA TTC
Date de réception	N°001/2010
Une seule offre a été reçue à la suite de l'avis d'appel d'offres.	
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons relevé les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cahier de charges ne précise pas les critères de qualification ;</li> <li>- Les critères de qualification n'ont pas été évalués de façon détaillée (dans la partie "résultats examen préliminaire" du rapport technique d'évaluation, il est simplement indiqué que les candidats sont conformes du point de vue expérience de marchés similaires, le même constat est valable pour la capacité financière où aucun chiffre n'est avancé sur les montants des attestations respectives soumises par les candidats.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les cahiers de charges doivent préciser les critères précis de qualification à justifier par les soumissionnaires ;</li> </ul>

	- Ces critères doivent être évalués de façon détaillée afin de justifier que l'attributaire les respecte et les a justifiés.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT T866/2008</b>	
<b>Objet</b>	<b>Travaux de câblage du réseau SIGFIP des régions St Louis, Matam et Louga</b>
Date d'invitation	13 et 14 /09/08
Date de dépôt des offres	15 OCT 2008
Attributaire	<b>OFFICE CONSOMMABLES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	02/01/09
Montant du marché	<b>21 330 450 FCFA</b>
Date de réception	04/03/09
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons relevé le constat suivant :</p> <p>Dans le rapport technique d'évaluation, les critères de qualification (expérience du soumissionnaire dans le domaine des travaux informatiques) n'ont pas été évalués.</p>
<b>Recommandations</b>	Avant toute attribution d'un marché, les qualifications de l'attributaire doivent être évaluées conformément aux dispositions de l'article 59.2 du CMP.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

APPEL D'OFFRES OUVERT T866/2008	
<b>Objet</b>	<b>Travaux d'assemblage de documents budgétaires</b>
Date d'invitation	13 et 14 /09/08
Date de dépôt des offres	15 OCT 2008
Attributaires	IDCO (IDEAL CONCEPT)
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	02/01/09
Montant du marché	44 653 500 FCFA
Date de réception	04/03/09
Un seul pli a été reçu par la Commission des Marchés	
<b>Non conformités</b>	Dans le rapport d'évaluation technique, le Comité s'est limité à lister les critères de qualification et à conclure que l'attributaire les a respectés sans préciser les éléments fournis par ce dernier pour permettre leur vérification
<b>Recommandations</b>	Le Comité technique devait établir un tableau détaillé de vérification de la qualification de l'attributaire en précisant pour chaque critère indiqué les éléments fournis par l'attributaire.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

APPEL D'OFFRES OUVERT n°0763/09	
Objet	Travaux de construction des locaux de la Perception de Podor et d'achèvement des travaux de la Perception de Mbour
Service initiateur	Direction Générale de la Construction des Bâtiments et Edifices Publics
Date d'invitation	19/01/2009
Date de dépôt des offres	20 fév. 2009
Attributaires	Lot 1 : SENEGAL EQUIPE ET SERVICE Lot 2 : ECOBAT
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	14/10/09
Montant du marché	Lot 1 : 201 595 816 FCFA Lot 2 : 191 744 542 TTC
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le délai imparti aux soumissionnaires pour la fourniture des pièces manquantes n'est pas précisé dans le PV d'ouverture des plis ;</li> <li>- L'évaluation de la conformité des offres est très succincte. Elle s'est limitée à deux (02) phases "correction des erreurs" et "vérification des pièces administratives" ;</li> <li>- La Direction Générale de la Construction n'a pas mis à notre disposition les offres techniques des soumissionnaires, en particulier les pièces justificatives de la qualification des attributaires.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le délai imparti aux soumissionnaires pour la fourniture des pièces manquantes doit être précisé dans le PV d'ouverture des plis ;</li> <li>- Toutes les phases prévues pour l'évaluation de la conformité des offres doivent être mises en œuvre ;</li> <li>- La mission est à ce jour dans l'attente de la mise à disposition des offres techniques des soumissionnaires pour finaliser les travaux.</li> </ul>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	



## 4.1.2 Prestations Intellectuelles

MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES C0878/09	
Objet	REALISATION DU DIAGNOSTICSTRATEGIQUE ET FINANCIER 'LE SOLEIL'
Service Initiateur	CGCPE (Cellule de Gestion et de Contrôle du Portefeuille de l'Etat)
Date d'invitation	22/04/09
Date de dépôt des offres	27/05/09
Attributaire	CABINET GLOBAL AUDIT ET CONSEILS
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	09/11/2009
Montant du marché	47 967 000 FCFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Nous avons relevé les insuffisances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'avis de manifestation d'intérêts ne précise pas de façon claire les critères d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêts. Il est simplement demandé aux candidats de fournir les brochures justifiant qu'ils possèdent des références analogues et du personnel qualifié pour la mission ;</li> <li>- La demande de proposition ne quantifie pas le nombre de références minimales exigées pour le critère "Expérience du Consultant " ;</li> <li>- Deux (02) des Cabinets short listés ne possèdent pas, à la lecture des références qu'ils ont fournies, de références solides dans le domaine objet de la consultation "diagnostic, financier, organisationnel et commercial", il s'agit de : <u>AMCS</u> : le rapport technique précise que le Cabinet dispose d'un bon référentiel pour avoir effectué antérieurement et pour le compte de la CGCPE des missions similaires. Cette affirmation ne reflète pas la réalité puisque les références présentées par le Cabinet dans son dossier</li> </ul>

	<p>sont toutes relatives à la conduite de missions d'audit financier et comptable et non de missions de diagnostic stratégique et financier,</p> <p><u>GLOBAL AUDIT et CONSEIL</u> attributaire du marché : le Cabinet a obtenu une note de 35/40 pour le critère "missions similaires effectuées" et le rapport technique précise que le Cabinet possède un référentiel fort important dans des missions similaires. Or, à la lecture de son dossier technique, le Cabinet n'a fourni qu'une seule mission similaire faite à son nom propre, les deux autres références fournies ont trait à des missions effectuées en qualité de Coordonnateur de ces missions pour le compte d'un Cabinet où il était collaborateur (lequel Cabinet n'a pourtant pas été short listé !);</p> <p>Problème de pertinence des critères d'évaluation des offres techniques : le critère compréhension de la mission et des termes de référence et celui portant sur la pertinence de la méthodologie ont été séparés et notés chacun sur 30 points soit 60 points au total, alors que les critères expérience du Consultant et expérience professionnelle des intervenants ont été regroupés et notés sur 40 points. Or, en règle générale, la pertinence de la méthodologie découlant de la bonne compréhension de la mission et des TDR, ces deux (02) critères sont regroupés alors que d'un autre côté, l'expérience du Consultant et celle des intervenants sont séparés. Cette répartition de points a pu désavantager certains soumissionnaires et favoriser l'attributaire du marché.</p>
<p><b>Recommandations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'article 79.2 du CMP énonce que s'agissant d'un marché de prestations intellectuelles <i>"les candidats sont sélectionnés par la commission des marchés compétente en raison de leur aptitude à exécuter les prestations objet du marché et classés sur la base des critères publiés dans l'appel à manifestation d'intérêt"</i>. En l'espèce, au lieu de laisser le comité technique d'évaluation définir lui-même le choix des critères d'évaluation et leur pondération respective, la commission des marchés devrait définir clairement dans l'avis de manifestation d'intérêts ces critères avec les pondérations prévues ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"><li>- Pour faciliter l'évaluation des propositions techniques des Consultants, la demande de propositions doit quantifier le nombre minimal de références exigé dans le domaine spécifique objet de la mission,</li><li>- La CGCPE doit veiller à être plus vigilante dans la prise en compte des références pertinentes des cabinets short listés afin de ne « short lister » que les cabinets possédant les références pertinentes à la mission objet de la consultation et sur la seule base des informations fournies dans leur dossier technique,</li><li>- Les critères d'évaluation doivent être décomposés en trois (03) parties avec des indications de mesure plus élevés pour les deux derniers : i) Références du Consultant, ii) Compréhension des TDR et pertinence de la méthodologie et iii) Expérience de l'équipe d'intervention</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	NEANT
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES C0782/09	
Objet	AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DE SUNEOR
Service Initiateur	CGCPE
Date d'invitation	22/04/09
Date de dépôt des offres	27/05/09
Attributaire	GROUPE FONDAS AUDIT ET CONSEIL
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	20/10/09
Montant du marché	52 805 000 FCFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>Nous avons relevé les insuffisances suivantes :</p> <p>1) Dans la phase présélection des cabinets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rapport de présélection (20 Avril 09) ne précise pas la note minimale de qualification retenue par la sous commission technique,</li> <li>- Des candidats ont été éliminés pour absence de références en privatisation d'entreprises. Or, en l'espèce, le marché portait sur l'audit financier des comptes et les candidats étaient invités (comme mentionné dans l'avis de manifestation d'intérêts) à fournir leurs références dans ce domaine mais pas dans celui de privatisation d'entreprises,</li> </ul> <p>2) Dans le rapport de la sous commission technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La note minimale de qualification (80 points) nous paraît élevée. Comme conséquence, les deux (02) autres cabinets qualifiés mais non attributaires ont eu ainsi des notes très voisines de la note de qualification minimale respectivement 81 et 82 points,</li> <li>- Les points faibles relevés par la sous commission sur les offres des Cabinets qualifiés mais non attributaires portaient sur : une approche méthodologique sommaire, une approche d'audit classique ne prenant pas en compte le contenu de la mission. Le commentaire de la sous commission précise qu'il s'agit d'une mission de due diligence ce qui est en porte en faux avec le contenu des TDR qui expose bien une mission d'audit financier. Ces critiques ne reflètent toutefois pas les notes attribuées à</li> </ul>

	ces candidats sur l'approche méthodologique en moyenne 31/40.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La note minimale de qualification doit être fixée avant même la présélection des candidats ;</li><li>- La sous commission technique doit se limiter strictement au contenu de la mission fixé dans l'avis de manifestation d'intérêts et évaluer les références des candidats sur cette seule base. Par ailleurs, lors de l'évaluation des propositions techniques des candidats, elle doit aussi se limiter strictement aux exigences des TDR et des données particulières de la demande de proposition (DP) ;</li><li>- Pour éviter que trop de candidats soient éliminés au stade de confection de la liste restreinte, la note de qualification minimale ne devrait pas être fixée à un niveau élevé. Une note de 75 points sur 100 nous paraît largement suffisante.</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	NEANT
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES 08 ENQCAD DAKAR/09	
Objet	ENQUETES CADASTRALES A DAKAR
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Service initiateur	PAMOCA (DGID)
Attributaires	<b>Lots 1, 3 et 4 : TOP CONSULT</b> <b>Lot 2 : INGESAHEL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	15/12/09
Montant du marché	<b><u>TOTAL : 408 016 224 FCFA :</u></b> <b>Lot 1 : 80 200 000 FCFA</b> <b>Lot 2 : 116 816 224 FCFA</b> <b>Lot 3 : 115 000 000 FCFA</b> <b>Lot 4 : 96 000 000 FCFA</b>
Offres financières du moins disant (CACEX) sur le quatre ( 4) lots	Lot 1 : 18 411 207 FCFA Lot 2 : 32 049 644 FCFA Lot 3 : 23 038 774 FCFA Lot 4 : 20 825 943 FCFA <b><u>TOTAL : 94 325 568 FCFA</u></b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>Le candidat (CACEX CONTINENTAL) moins disant sur les quatre (4) lots a été éliminé pour offre jugée anormalement basse. Le Comité technique a considéré que le coût de la collecte des données par parcelle proposé par le candidat (3 722 F) est très inférieur à la fourchette standard 13 000 FCFA à 16 000 FCFA et a relevé un risque lié à la mobilisation du personnel, à la location et à l'équipement de sites fonctionnels et à l'organisation de l'opération. Le comité technique a considéré globalement que l'offre financière globale ne couvre pas les charges de personnel requis. Ces explications fournies à la DCMP l'ont déterminée à donner l'avis favorable à la conclusion du marché.</p> <p>En réponse à la demande d'explication de l'Autorité Contractante (le PAMOCA), le candidat a justifié la faiblesse de son offre financière par la possibilité qu'il a de redéployer les équipes et les matériels qu'il employait dans le cadre d'une étude similaire qu'il était entrain d'effectuer à Thiès et à Kébémér. Par ailleurs, il estimait que tous les matériels (ordinateurs, véhicules, décamètres électroniques...) nécessaires à l'étude étaient déjà achetés dans le cadre de la précédente étude. Enfin le personnel administratif et les Experts étaient employés à titre permanent dans sa structure.</p> <p>A notre avis, ces explications paraissent acceptables au vu de</p>

	<p>l'expérience dont a déjà disposée le candidat dans des missions similaires avec la même Autorité Contractante où, selon ses dires, il a facturé les mêmes coûts de rémunération du personnel. Plus généralement, nous pensons que la notion d'offre anormalement basse doit être maniée par les Autorités Contractantes avec beaucoup de prudence concernant des marchés de prestations intellectuelles où les cas énumérés par l'article 59-4 du CMP (en particulier au point (c)) peuvent être pertinemment allégués par un candidat :</p> <p>L'article 59 – 4 du CMP énonce en effet que : <i>“le candidat peut justifier son prix notamment du fait :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>a) de l'économie résultant des solutions ou procédés techniques adoptés ;</i></li> <li><i>b) des conditions exceptionnellement favorables dont dispose le candidat pour exécuter les travaux ou pour fournir les produits ou les services ;</i></li> <li><i>c) de la nécessité d'utiliser des ressources qui sinon resteraient inactives”.</i></li> </ul> <p>Dans le cas d'espèce, le candidat pouvait alléguer des conditions exceptionnellement favorables dont il disposait (étant en effet à cette date entrain de finaliser une mission portant sur le même objet et comptant capitaliser l'expérience acquise et redéployer les ressources qui, sans cette nouvelle mission resteraient inactives).</p> <p>On le voit, l'attribution du marché aux candidats dont les offres n'étaient pas les moins disantes a eu pour conséquence une dépense supplémentaire de 313 690 656 FCFA sur les ressources du PAMOCA alors même que les explications fournies par le candidat CACEX sur la faiblesse de son offre financière peuvent être jugées recevables et auraient pu profiter au PAMOCA d'autant plus le candidat proposait une réduction de la durée de l'enquête de 8 à 4,17 mois.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Les Autorités Contractantes doivent veiller à appliquer avec prudence la notion d'offre anormalement basse qui, en réalité ne serait pertinente que pour les marchés portant sur des fournitures et des travaux nécessitant l'emploi de matériels, matières et fournitures dont les coûts de revient peuvent être aisément établis sans contestation aucune. Les marchés de prestations intellectuelles ont ceci de particulier que l'essentiel des coûts facturés sont des honoraires qui sont plus faciles à réduire en tenant compte de conditions exceptionnellement favorables propres à un candidat (basse saison du point de vue</p>

	<p>de la répartition dans le temps de ses activités, emploi exclusif de personnel permanent pour ses missions et qui peut être momentanément en sous emploi...).</p> <p>Par ailleurs, à la réception des explications des candidats concernés, ces mêmes Autorités Contractantes doivent veiller à convoquer ces derniers pour mieux examiner de façon détaillée avec eux les explications fournies au lieu de s'en limiter à leur courrier - réponse.</p> <p>Enfin, la DCMP devrait éviter que l'asymétrie d'information consistant à n'entendre que l'Autorité Contractante ne nuise à la qualité et à la fiabilité des explications qui lui sont fournies par ces autorités contractantes. Elle devrait ainsi veiller à assurer une procédure contradictoire en entendant les deux parties afin de se forger une idée définitive sur la suite à réserver aux dossiers qui lui sont soumis.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	NEANT
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES CO288/10	
<b>Objet</b>	<b>Sélection d'un Cabinet en vue de procéder à l'audit des états financiers des projets et Programmes sous exécution nationale financés par le PNUD pour les exercices 2009, 2010 et 2011</b>
Date d'invitation	10 novembre 2009
Date de dépôt des offres	10 décembre 2009
Attributaire	<b>GLOBAL AUDIT CONSEIL</b>
Date du contrat de vente	09/04/2010
Montant du marché	<b>148 680 000 FCFA TTC</b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>La manifestation d'intérêt ne donne pas d'indication sur la grille de notation retenue pour l'évaluation des dossiers des candidats. Ce qui a conduit à l'élimination de la liste restreinte de cabinets (BDO et FICADEX) qui sont connus pour avoir l'expérience, les ressources humaines et la notoriété requises pour la conduite de missions similaires.</p> <p>Le processus d'établissement de la liste restreinte n'a pas été effectué avec l'implication de la commission des marchés du MEF (PV d'ouverture des plis et rapport d'évaluation des manifestations d'intérêt non signés par les membres de la commission des marchés). Et la demande de propositions (DP) n'a pas fait l'objet de validation par la DCMP conformément aux exigences de l'Arrêté N° 011580 du 28/12/07 pris en application de l'article 138 du CMP.</p> <p>Des incohérences sont notées sur la date d'ouverture des offres. En effet, dans la DP, l'ouverture des propositions est prévue le 10 décembre 2009, dans le rapport d'évaluation des propositions techniques (pages 3 et 8) elle est fixée au 17 décembre 2009 et le PV d'ouverture des offres mentionne le 18 décembre 2009.</p> <p>Le candidat (AMCS) moins disant (20 000 000 F CFA HT/an) et attributaire provisoire (PV d'attribution provisoire n°000341/MEF/CPM du 31 décembre 2009 signé par tous les membres de la commission) a été finalement écarté pour offre jugée anormalement basse. La commission des marchés s'est en effet réunie vingt (20) jours après la désignation provisoire du Cabinet AMCS comme attributaire provisoire du marché pour dresser un PV rectificatif d'attribution provisoire qui désigne le Cabinet Global Audit comme attributaire provisoire. La commission des marchés a considéré que les honoraires proposés par le Cabinet sont en deçà des tarifs indiqués à l'article 4 du barème des honoraires des Experts comptables et des</p>

	<p>Commissaires aux comptes homologué par le Décret n°2005 – 1162 du 2/12/2005 qui précise en son article 9 que toute facture en deçà des tarifs est proscrite. Cependant, le même argumentaire pouvait être retenu contre l’attributaire le Cabinet Global Audit (l’associé responsable de la mission est facturé 50 000 F CFA l’heure au lieu des 80 000 F CFA retenu par ledit Décret). Ces explications fournies à la DCMP l’ont déterminée à donner l’avis favorable à la conclusion du marché.</p> <p>De l’avis de la mission, l’élimination du Cabinet AMCS est abusive. En effet, la commission des marchés du MEF a utilisé des critères non prévus dans le DAO pour écarter un soumissionnaire mieux disant.</p> <p>Par ailleurs l’article 59 – 4 du CMP énonce que : <i>“le candidat peut justifier son prix notamment du fait :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>a) de l’économie résultant des solutions ou procédés techniques adoptés ;</i></li> <li><i>b) des conditions exceptionnellement favorables dont dispose le candidat pour exécuter les travaux ou pour fournir les produits ou les services ;</i></li> <li><i>c) de la nécessité d’utiliser des ressources qui sinon resteraient inactives”.</i></li> </ul> <p>Le Cabinet éliminé pour offre anormalement basse aurait pu aisément justifier la faiblesse de son offre par ce dernier point en arguant par exemple que les ressources humaines du Cabinet seraient presque inactives à la période programmée pour la mission. L’attribution du marché à ce Cabinet aurait eu comme conséquence une économie de <b>77 880 000 FCFA TTC</b> sur le budget alloué à la mission.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à l’application rigoureuse des dispositions de l’article 79 du CMP relatives à l’organisation des marchés de prestation intellectuelles et de l’article 138 du CMP sur le contrôle a priori de la passation des marchés publics</li> <li>- Veiller à faire coïncider la date limite de dépôt des propositions avec celle de leur ouverture,</li> <li>- Eviter l’utilisation de critères non prévus dans la Demande de Propositions dans le cadre de l’évaluation des propositions.</li> </ul>
<b>Commentaires de l’AC</b>	<p><b>Elimination de BDO et de FICADEX :</b></p> <p>L’avis à manifestation d’intérêt publié dans le journal Sud Quotidien du Lundi 31 août 2009 donne bien des indications sur les critères de présélection retenus pour l’évaluation des dossiers de candidature. (Voir photocopie ci-jointe). La présélection a été faite sur la base de l’expérience similaire et des capacités techniques et de gestion des Cabinets.</p>

	<p><b>Non Implication de la Commission des Marchés dans l'établissement de la liste restreinte :</b></p> <p>Par lettre n°832/09/MEF/DGF/DDI/CAP du 23 septembre 2009 dont copie est ci-jointe, le Président de la Commission des marchés du MEF a bien convoqué les membres de la dite commission qui ont procédé à l'ouverture des plis, le 1<sup>er</sup> octobre 2009, comme l'atteste le PV n°00294/MEF/CPM du 7 octobre 2009. A la suite de l'ouverture, le Président a mis en place un comité technique chargé de l'évaluation des offres techniques comme il est précisé dans le PV d'ouverture. Le rapport d'évaluation doit être signé par les membres ce comité technique d'évaluation et soumis à la Commission des Marchés pour appréciation.</p> <p><b>Incohérence notées sur la date d'ouverture des offres :</b></p> <p>Il ne s'agit nullement d'incohérence. En effet à la date du 10 décembre 2009 indiquée dans la Demande de Proposition, le quorum n'était pas atteint</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p><b>Elimination de BDO et de FICADEX :</b></p> <p>Nous ne faisons pas référence aux critères d'évaluation contenus dans l'AMI mais à la grille de notation retenue par la commission technique d'évaluation et qui n'était pas portée à la connaissance des candidats. En outre la Demande de Proposition devait faire l'objet de validation par la DCMP avant son envoi aux candidats retenus sur la liste restreinte.</p> <p><b>Non Implication de la Commission des Marchés dans l'établissement de la liste restreinte :</b></p> <p>La lettre n°832/09/MEF/DGF/DDI/CAP et le PV n°00294/MEF/CPM du 7 octobre 2009 ne sont pas annexés. Par ailleurs, La commission des marchés apprécie le rapport d'évaluation de la commission technique en dressant un procès-verbal signé par ces membres.</p> <p><b>Incohérence notées sur la date d'ouverture des offres :</b></p> <p>Le PV de carence n'avait pas été mis à notre disposition. Toutefois, les incohérences notées sur la date d'ouverture des offres dans le rapport d'évaluation et le PV d'ouverture qui nous ont été transmis devraient être corrigées.</p> <p>Les autres observations sont maintenues.</p>

## 4.1.3. Entente Directe

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0895/09	
Objet	ACHATS DE VIGNETTES ET DE TIMBRES FISCAUX
Service initiateur	DGID
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	PHILAPOSTE
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	12/11/09
Montant du marché	306 025 638 FCFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p><b>Rappel de l'historique du dossier :</b></p> <p>Le marché a été conclu par entente directe après autorisation de la DCMP avec à l'appui l'invocation de l'article 76 (1.a) du CMP : <i>"marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige"</i>. La DCMP avait dans un 1<sup>er</sup> temps rejeté la demande d'entente directe, considérant que les raisons avancées pour appuyer la requête ne rentrent pas dans les cas limitativement prévus par l'article 76 du CMP. En retour, l'Autorité Contractante a fourni les éclaircissements suivants : <i>"la confection des vignettes et timbres fiscaux exige des mesures particulières de sécurité qui ne devraient pas être mises à la disposition d'un nombre important de tiers"</i>. Au vu de ces éclaircissements, la DCMP a autorisé l'entente directe.</p> <p><b>Notre appréciation :</b></p> <p>La nécessité de garantir une sécurité sans faille à la commande des vignettes et timbres fiscaux ne fait pas l'objet d'un doute. Toutefois, l'entente directe présente cet inconvénient en ce qu'elle ne permet pas de susciter une concurrence gage de l'obtention de prix raisonnables avec une qualité appréciable. Dans ces conditions, il nous semblait bien possible de faire un</p>

	<p>appel d'offres restreint par lequel trois (03) candidats disposant de références sérieuses dans le domaine et dont le professionnalisme ne fait pas l'objet de doute (en termes de préservation du secret professionnel) auraient pu être invités.</p> <p>Le risque que nous avons décelé avec cette porte ouverte est que même pour les années qui ont suivi cet exercice 2009, le même procédé d'entente directe soit reconduit avec invocation du même motif.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>L'achat de vignettes et de timbres fiscaux étant un exercice annuel, nous pensons que si la procédure est initiée assez tôt un nombre limité de candidats peut bien être identifié sur la base de leurs solides références professionnelles dans le domaine et invité à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres restreint. Par ce biais, la passation du marché par entente directe (procédure exceptionnelle) pourrait être évitée.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>Les vignettes et timbres fiscaux sont considérés par la DGID comme des valeurs au même titre que les billets de banque.</p> <p>En effet, Phil@poste est une entreprise publique soumise à un contrôle rigoureux de l'Etat Français du fait de la nature sensible de ses activités. Ainsi, depuis la fabrication jusqu'à la livraison, toutes les étapes sont sous contrôles et supervision.</p> <p>Aussi, l'Etat du Sénégal confie à Phil@poste la confection des timbres et vignettes depuis plus de 30 ans pour des raisons vignettes de sécurité.</p> <p>La DGID attire l'attention sur le danger pour nos finances de confier la confection de vignettes et timbres à une entreprise qui ne présenterait pas les mêmes garanties.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Recommandations maintenues.

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE S 002/10	
Objet	LOCATION DE SALLES HEBERGEMENT ET RESTAURATION
Service initiateur	DAGE
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	HOTEL MERIDIEN PRESIDENT
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	31/12/09
Montant du marché	306 025 638 FCFA
Date de réception	NON DISPONIBLE
Non conformités	<p>▪ Le marché a été conclu par entente directe après autorisation de la DCMF avec à l'appui l'argument suivant : <i>"l'hôtel présente en exclusivité les meilleures conditions d'accueil et des caractéristiques techniques particulières"</i>. Pour demander l'application des dispositions de l'article 76 (1.a) du CMP, l'Autorité Contractante a invoqué la prise en compte des caractéristiques techniques particulières de l'Hôtel : <i>"marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige"</i>.</p> <p>Dans le dossier, les caractéristiques techniques concernées ne sont cependant pas décrites pour permettre de les identifier. Par ailleurs, aucun cahier de charges n'a été déterminé pour préciser les caractéristiques techniques particulières que le prestataire hôtelier doit disposer pour répondre aux exigences invoquées.</p> <p>Au surplus, l'article 75 du CMP énonce que : <i>"Le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations. Le marché précise les obligations de transmission d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle"</i>.</p> <p>Bien que cette obligation ait été prévue dans le contrat, ce dernier n'identifie pas clairement les éléments d'information financière que le prestataire de services doit transmettre pour permettre ce contrôle.</p>

<b>Recommandations</b>	Même s'il est quasiment admis aujourd'hui que l'hôtel attributaire du marché est presque le seul sur la place dakaroise à pouvoir assurer les services de prestation hôtelière pour les rencontres internationales de ce type, sans un dossier technique détaillant les exigences de caractéristiques techniques particulières à disposer (exemple salle de congrès pouvant accueillir un nombre déterminé de participants, nombre de salles de commissions, nombre de chambres, etc.), il sera difficile d'asseoir techniquement cet argument. Il nous semble que, tout autant les parties ayant demandé cette autorisation (DAGE) que celles l'ayant approuvée (DCMP) ont voulu admettre de facto cette évidence sans exiger qu'elle soit sous-tendue par un dossier technique permettant de démontrer que seul l'hôtel Méridien Président avait les capacités techniques exigées. Un cahier de charges aurait dû être élaboré et transmis, même dans la cadre d'un appel d'offres restreint, à un nombre identifié de prestataires hôteliers pour susciter au moins la concurrence et confirmer cette "évidence" si elle l'est.
<b>Commentaires de l'AC</b>	Nous prenons acte des remarques et recommandations du cabinet qui reconnaît par ailleurs que l'hôtel Méridien était le seul sur la place à pouvoir abriter cette grande conférence.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Nous pensons que l'AC doit documenter le dossier adressé à la DCMP pour solliciter l'entente directe.

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b>	
<b>S 919/08</b>	
<b>Objet</b>	<b>LOCATION DE LOGICIELS POUR LA GESTION IBM POUR L'EXPLOITATION DU SYSTEME GAÏNDE</b>
Service initiateur	<b>DGD</b>
Date d'invitation	NON DISPONIBLE
Date de dépôt des offres	NON DISPONIBLE
Attributaire	<b>CFAO TECHNOLOGIES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	31/12/08
Montant du marché	<b>298 631 000 FCFA</b>
Date de réception	NON DISPONIBLE

<b>Non conformités</b>	<p>Pour obtenir de la DCMP l'autorisation de passer le marché par entente directe, l'Autorité Contractante a invoqué le bénéfice de l'article 76 (1.b) <i>“marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé”</i>.</p> <p>L'attestation d'exclusivité IBM France ayant été produite, les exigences de cet article nous semblent être respectées.</p>
<b>Recommandations</b>	Sans objet
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F1060/09	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURE DE DEUX VEHICULES</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	Non disponible
Date avis DCMP	09/09/09
Attributaire	<b>Sénégalaise de l'automobile</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	14/12/09
Montant du marché	<b>88 000 000 FCFA TTC</b>
Date de réception	15/12/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'argumentaire (lettre n°061/MEF/DGF/DMTA/baf du 20 août 2009) de la DMTA pour l'acquisition de deux (02) véhicules de marque Mercedes Benz par entente directe repose sur le « souci d'harmonisation du parc spécial du gouvernement ». cet argument n'est pas recevable, en effet, le « souci d'harmonisation du parc spécial du gouvernement » ne fait pas partie des exceptions retenues par le CMP pour passer un marché par entente directe.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	Veiller à une application rigoureuse des dispositions de l'article 76 du CMP concernant la procédure d'acquisition par entente



	directe.
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>Pour ce qui concerne les marchés d'acquisition des véhicules c'est par référence au paragraphe 1 de l'article 76 que l'entente directe est utilisée.</p> <p>En effet la DMTA élabore au début de chaque année budgétaire un programme annuel d'acquisition de véhicules sur la base des demandes exprimées par les services administratifs. Ce programme qui ne mentionne aucune marque de véhicule est soumis à l'arbitrage du Premier Ministre et à l'approbation de la Commission de Contrôle des Véhicules Administratif (CCVA) de la Présidence de la République.</p> <p>Pour le compte de la gestion 2008, le programme d'acquisition approuvé par la CCVA par lettre n° 611 PR/SG/IGE/CCVA du 22 mai 2008 avait autorisé l'acquisition de <b>deux véhicules</b> destinés au parc spécial du Gouvernement. Tous les autres véhicules du programme ont été acquis par appel d'offres ouvert.</p> <p>L'indication de cette marque (<b>MERCEDES</b>) répond à un souci de standardisation et d'uniformisation des véhicules du <u>parc spécial du Gouvernement</u> (véhicules des membres du Gouvernement).</p> <p>Il faut relever également que cette situation consistant à doter les membres du Gouvernement d'une gamme uniforme de véhicules berline haut de gamme est observée dans beaucoup de pays.</p> <p>Ainsi, au Sénégal, le choix a longtemps porté sur les véhicules de type RENAULT 25. En 2001, la série RENAULT SAFRANE n'étant plus disponible par suite de l'arrêt de sa fabrication, le Gouvernement a choisi en remplacement le véhicule de type PEUGEOT 607 pour les Ministres.</p> <p>Par la suite, la marque MERCEDES a été introduite en 2004 suite à l'arrêt de la commercialisation de la PEUGEOT 607 au Sénégal.</p> <p>Cette marque ayant son représentant exclusif au Sénégal, la DMTA ne peut que demander l'autorisation à la Direction Centrale des Marchés Publics de passer des marchés par entente directe avec son concessionnaire exclusif, à savoir, la <b>Sénégalaise de l'Automobile</b>.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Le souci «de standardisation et d'uniformisation des véhicules du parc spécial » ne fait pas partie des exceptions retenues par l'article 76 du CMP. Observations maintenues.</p>

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F1066/09	
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de mobiliers et matériels d'appartement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	11/10/2009
Date avis DCMP	17/09/09
Attributaire	<b>ENTREPRISE SENEGALAISE DE DISTRIBUTION</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	15/12/09
Montant du marché	10 000 000 FCFA TTC
Date de réception	LE PV n'est pas daté dans le dossier
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°00069 MEF/DGF/DMTA du 11 septembre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP</li> <li>- PV de réception et facture définitive non datés.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment l'article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- La DCMP devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1- La Lettre n°00069 MEF/DGF/DMTA du 11 septembre 2009 vous a été bien transmise suite à une requête par mail. Toutefois, une nouvelle copie de la lettre est jointe à ma présente réponse.</li> <li>2- Ce marché est relatif à la fourniture de mobilier d'appartement destiné à l'équipement des logements des autorités administratives dont les acquisitions se font conformément aux dispositions du décret 2004-1279 du 28 septembre 2004 modifiant le décret 91-490 du 08 mai 1991. Aux termes des dispositions dudit décret, les bénéficiaires du mobilier d'appartement (membres du Gouvernement et autres</li> </ol>

	<p>personnalités citées) reçoivent une dotation de mobilier de grand standing dans la limite d'une enveloppe financière de dix millions (10.000.000) de francs CFA.</p> <p><u>Le choix</u> de la consistance du mobilier est cependant <u>laissé à l'appréciation du bénéficiaire</u> qui devra par ailleurs <u>rembourser</u> cette somme de dix millions par des retenues sur son salaire.</p> <p>Dans quelle mesure un appel d'offres peut-il être lancé si une disposition réglementaire donne un droit au bénéficiaire de choisir lui-même son mobilier chez le fournisseur de son choix et le soumet dans la même logique à l'obligation de rembourser le montant dépensé.</p> <p>Devant cette situation qui ressemble beaucoup plus à <u>un prêt</u> qu'à une <u>dépense admise en recette définitive</u>, le fournisseur dispose à mon avis d'une exclusivité résultant du choix opéré par le bénéficiaire sur son mobilier.</p> <p>A cet effet, l'entente directe reste la seule procédure permettant de réaliser cette dépense tant que les dispositions du décret 91-490 du 08 mai 1991 qui donnent la liberté de choix du mobilier au bénéficiaire restent en vigueur.</p> <p>3- La recommandation relative à la production de la garantie de bonne exécution est en <u>contradiction avec le Code des marchés publics</u> puisqu'aux termes des dispositions de l'article premier de l'Arrêté n° 0230/MEF/PCFBF du 27/12/2007 pris en application de l'article 112 du Code des marchés publics, « une garantie de bonne exécution doit être fournie par le titulaire d'un marché d'un montant supérieur ou égal aux seuils ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <u>25 millions</u> de francs CFA toutes taxes comprises pour <u>les marchés de fournitures</u> et services autres que les prestations intellectuelles ;</li> <li>○ 35 millions de francs CFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux et prestations intellectuelles. »</li> </ul> <p><u>Le marché en question (n° F1066/09) n'ayant pas atteint ce seuil, il n'est nullement besoin de faire produire au titulaire une garantie de bonne exécution.</u></p>
Appréciation du Cabinet	Dès lors que le contrat exige une garantie de bonne exécution, l'attributaire est tenu de la fournir conformément aux termes

	<p>contractuels même si les seuils fixés par l'arrêté ne sont pas atteints.</p> <p>Par ailleurs, du fait de la récurrence de ce type d'achats, dans le souci d'équité de tous devant la commande publique, il devrait être possible à la DMT, à chaque début d'année, de définir des spécifications techniques précises des types de matériels et mobiliers à acquérir, lancer un appel d'offres et passer un marché de clientèle avec l'attributaire retenu.</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0950/09	
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de mobiliers et matériels de logement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	Non disponible
Date avis DCMP	17/08/09
Attributaire	<b>TIC TAC SARL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	PAS DANS LE DOSSIER
Montant du marché	<b>20 000 000 FCFA TTC</b>
Date de réception	15/12/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°047/MEF/DGF/DMTA du 06 juillet 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pas pu ainsi apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- La DCMP devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	(voir commentaires ci-dessus)
<b>Appréciation du Cabinet</b>	(voir appréciation ci-dessus)

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F1064/09	
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de mobiliers et matériels d'appartement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	04/08/2009
Date avis DCMP	09/09/2009
Attributaire	<b>Entreprise Sénégalaise de distribution</b>
Date du contrat de vente	14/12/09
Montant du marché	10 000 000 FCFA
Date de réception	18/12/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n° 001100/MEF/DGF/DMTA du 04 août 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP</li> <li>- Le BL n'est pas daté, la facture définitive est datée du 28 octobre 2009 alors que le PV de réception est daté du 18 décembre 2009.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- La DCMP devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F1069/09	
<b>Objet</b>	Acquisition de mobiliers et matériels d'appartement
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	16/09/2009
Date avis DCMP	31/08/09
Attributaire	<b>DECO-MEUBLES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	14/12/09
Montant du marché	9 847 100 FCFA TTC
Date de réception	18/12/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°00070 MEF/DGF/DMTA du 16 septembre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pas pu ainsi apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP.</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0609/09	
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de trois (03) Mercedes Benz E 300</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	Non disponible
Date avis DCMP	06/05/09
Attributaire	<b>La Sénégalaise de l'Automobile</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	04/09/09
Montant du marché	180 900 000 FCFA
Date de réception	06/10/09
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les correspondances échangées entre la DMTA et la DCMP qui ont abouti à l'autorisation n°84 MEF/DCMP/mad du 06 mai 2009 ne sont pas jointes au dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- La copie de l'approbation des programmes 2009 et 2010 d'acquisition de matériel roulant du Premier Ministre n'est pas signée et le programme corrigé joint n'est pas disponible dans le dossier.</li> <li>- A notre avis, l'autorisation de la DCMP pour l'acquisition de trois (03) Mercedes Benz par la procédure d'entente directe n'est pas conforme au CMP. En effet, l'acquisition de véhicule pour les membres du gouvernement ne fait pas partie des exceptions retenues par le CMP pour passer un marché par entente directe.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à une application rigoureuse des dispositions du CMP concernant la procédure d'acquisition par entente directe.</li> <li>- Veiller à un archivage complet de toute la documentation liée à la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1- Les copies des lettres n°0486 MEF/DGF/DMTA du 17 avril 2009 et n° 572 MEF/DGF/DMTA du 04 mai 2009 qui ont abouti à l'autorisation n° 08 MEF/DCMP/mad DU 06 MAI 2009 sont jointes à ma présente réponse.</li> <li>2- la copie de l'approbation des programmes 2009 et 2010 d'acquisition de matériel roulant du Premier Ministre signée du Premier Ministre (lettre n° 112PM/CAB/BSC/SP du 11/02/2009) ainsi que le programme biennuel 2009-2010 annexé sont également joints à la présente réponse.</li> <li>3- Pour ce qui concerne les marchés d'acquisition des véhicules</li> </ol>

c'est par référence au paragraphe 1 de l'article 76 que l'entente directe est utilisée.

En effet la DMTA élabore au début de chaque année budgétaire un programme annuel d'acquisition de véhicules sur la base des demandes exprimées par les services administratifs. Ce programme qui ne mentionne aucune marque de véhicule est soumis à l'arbitrage du Premier Ministre et à l'approbation de la Commission de Contrôle des Véhicules Administratif (CCVA) de la Présidence de la République.

Pour le compte de la gestion 2009, le programme d'acquisition approuvé par la CCVA par lettre n° 112 PM/CAB/BSC/SP du 11 février 2009 avait pour objet d'équiper les nouvelles circonscriptions administratives issues du nouveau découpage administratif.

Ainsi, sur un programme de cent vingt sept (127) véhicules, seuls **trois véhicules** destinés au parc spécial du Gouvernement ont fait l'objet de la mention d'une marque. Tous les autres véhicules ont été acquis par appel d'offres ouvert.

L'indication de cette marque (**MERCEDES**) répond à un souci de standardisation et d'uniformisation des véhicules du parc spécial du Gouvernement (véhicules des membres du Gouvernement).

Il faut relever également que cette situation consistant à doter les membres du Gouvernement d'une gamme uniforme de véhicules berline haut de gamme est observée dans beaucoup de pays.

Ainsi, au Sénégal, le choix a longtemps porté sur les véhicules de type RENAULT 25. En 2001, la série RENAULT SAFRANE n'étant plus disponible par suite de l'arrêt de sa fabrication, le Gouvernement a choisi en remplacement le véhicule de type PEUGEOT 607 pour les Ministres.

Par la suite, la marque MERCEDES a été introduite en 2004 suite à l'arrêt de la commercialisation de la PEUGEOT 607 au Sénégal.

Cette marque ayant son représentant exclusif au Sénégal, la DMTA ne peut que demander l'autorisation à la Direction Centrale des Marchés Publics de passer des marchés par



	entente directe avec son concessionnaire exclusif, à savoir, la <b>Sénégalaise de l'Automobile</b> .
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Le souci «de standardisation et d'uniformisation des véhicules du parc spécial » ne fait pas partie des exceptions retenues par l'article 76 du CMP. Observations maintenues.

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0013/10</b>	
<b>Objet</b>	<b>Acquisition de mobiliers et matériels d'appartement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	Non disponible
Date avis DCMP	31/08/09
Attributaire	<b>Entreprise Sénégalaise D'Equipeement d'Entretien et de Construction</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	31/12/09
Montant du marché	9 676 000 FCFA TTC
Date de réception	La date de réception n'est pas dans le PV
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001068/MEF/DGF/DMTA du 24/08/2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Le contrat ne prévoit pas une clause de garantie de bonne exécution en violation de l'article 113 du CMP</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le PV de réception n'est pas daté.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b>	
<b>F0012/10</b>	
<b>Objet</b>	<b>Acquisition de mobiliers et matériels d'appartement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	Non disponible
Date avis DCMP	31/08/09
Attributaire	<b>Entreprise Sénégalaise D'Equipeement d'Entretien et de Construction</b>
Date du contrat de vente	31/12/09
Montant du marché	9 676 000 FCFA TTC
Date de réception	La date de réception n'est pas dans le PV
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001068/MEF/DGF/DMTA du 24/08/2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Le contrat ne prévoit pas une clause de garantie de bonne exécution en violation de l'article 113 du CMP</li> <li>- Le PV de réception n'est pas daté.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b>	
<b>F1155/10</b>	
<b>Objet</b>	<b>Acquisition de matériels de logement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	06 juillet 2009
Date avis DCMP	17/08/09
Attributaire	<b>Touba diesel SARL- Km 10 route de Rufisque</b>
Date du contrat de vente	24/12/09
Montant du marché	10 000 000 FCFA TTC
Date de réception	BL du 07/01/2010
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°047/MEF/DGF/DMTA du 06 juillet 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP (la caution annexée est au nom de TOUBA SEVEN INJECTION SARL, HLM Cheikh Ahmadou Bamba – BP : 7432 Médina – Dakar pour du matériel de bureau).</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b>	
<b>F0010/10</b>	
<b>Objet</b>	<b>Acquisition de mobiliers et matériels d'appartement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	19/11/2009
Date avis DCMP	23/11/2009
Attributaire	<b>SENEGAL EQUIP</b>
Date du contrat de vente	31/12/09
Montant du marché	19 971 500 FCFA TTC
Date de réception	Absence de document attestant la réception
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°00098 MEF/DGF/DMTA/BAF du 19 novembre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b</li> </ul>

	<p>du CMP,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP,</li> <li>- Absence du PV de réception et du BL dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n° 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0009/10	
<b>Objet</b>	<b>Acquisition de mobiliers et matériels d'appartement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	Non disponible
Date avis DCMP	17/08/09
Attributaire	<b>SENEGAL EQUIP</b>
Date du contrat de vente	31/12/09
Montant du marché	4 880 775 FCFA TTC
Date de réception	03/11/09

<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001068/MEF/DGF/DMTA du 24/08/2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0011/10	
<b>Objet</b>	<b>Acquisition de mobiliers et matériels d'appartement</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date DCMP	Non disponible
Date avis DCMP	17/08/09
Attributaire	<b>SENEGAL EQUIP</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	31/12/09
Montant du marché	10 000 000 FCFA TTC

Date de réception		08/01/10
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP.</li> </ul>	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>	
<b>Commentaires de l'AC</b>		
<b>Appréciation du Cabinet</b>		

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F 1076/09 du 14/12/2009	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURE DE MOBILIERS ET MATERIELS DE BUREAU ET DE LOGEMENT</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date saisine DCMP	NON DISPONIBLE
Date avis DCMP	01/12/2009
Attributaire	<b>DABAKH MONDE MOBILIERS</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	14/12/2009
Montant du marché	<b>19 950 700 FCFA</b>

Date de réception	18/12/2009
<p>Sur la procédure : l'avis de non objection de la DCMP fait référence au Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 modifiant le Décret n°91-490 du 08/05/1991 et à l'article 76-1 du CMP.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Selon les dispositions dudit décret, les bénéficiaires du mobilier (membres du gouvernement ou autres personnalités listées) reçoivent une dotation de mobilier de grand standing dans la limite de 10.000.000 FCFA et le choix du mobilier est laissé à leur appréciation,</li> <li>- l'article 76 -1-b stipule qu'il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>b) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un <b><u>droit d'exclusivité</u></b>, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;</li> </ul> </li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001068/MEF/DGF/DMTA du 24/08/2009, non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Absence des pièces administratives de l'attributaire en violation de l'article 43 CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP,</li> <li>- Absence du bordereau de livraison pour l'IGE IF ?</li> <li>- La copie du contrat original annexé dans le dossier n'est pas enregistrée.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en ses articles 43 et 113 relatives aux pièces administrative et à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F1077/09 du 14/12/2009	
Objet	ACQUISITIONS DE MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT
Service initiateur	DMTA
Date saisine DCMP	NON DISPONIBLE
Date avis DCMP	01/12/2009
Attributaire	DABAKH MONDE MOBILIERS
Date du contrat de vente	14/12/2009
Montant du marché	9 971 000 FCFA
Date de réception	Pas de date
<p>Sur la procédure : l'avis de non objection de la DCMP fait référence au Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 modifiant le Décret n°91-490 du 08/05/1991 et à l'article 76-1 du CMP.</p> <p><b><u>Observation 1</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Selon les dispositions dudit décret, les bénéficiaires du mobilier (membres du gouvernement ou autres personnalités listées) reçoivent une dotation de mobilier de grand standing dans la limite de 10.000.000 FCFA et le choix du mobilier est laissé à leur appréciation,</li> <li>- Selon l'article 76 -1-b, il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics dans les cas suivants : b) pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un <b><u>droit d'exclusivité</u></b>, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;</li> </ul>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001068/MEF/DGF/DMTA du 24/08/2009, non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- L'autorisation de la DCMP n°172MEF/DCMP/mls du 17 août 2009 n'est pas annexée au dossier,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Absence des pièces administratives de l'attributaire en violation de l'article 43 CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP,</li> <li>- Le PV de réception n'est pas daté.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP en ses</li> </ul>

	<p>articles 43 et 113 relatives aux pièces administrative et à la garantie de bonne exécution.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b> <b>F1078/09 du 14/12/2009</b>	
<b>Objet</b>	FOURNITURES DE DIVERS MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date saisine DCMP	Document manquant
Date avis DCMP	17/08/2009
Attributaire	<b>DABAKH MONDE MOBILIERS</b>
Date du contrat de vente	16/12/2009
Montant du marché	9 999 969 FCFA
Date de réception	18/12/2009

<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001068/MEF/DGF/DMTA du 24/08/2009, non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- L'autorisation de la DCMP n°04249 MEF/DCMP du 08.10.2009 n'est pas annexée au dossier,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP,</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n° 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b> <b>F1095/09 du 16/12/2009</b>	
<b>Objet</b>	FOURNITURES DE MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT
<b>Service initiateur</b>	<b>DMTA</b>
<b>Date saisine DCMP</b>	Document non manquant
<b>Date avis DCMP</b>	16/11/2009
<b>Attributaire</b>	<b>GIE SENEPRES.CO</b>
<b>Date du bon de commande</b>	NA

Date du contrat de vente	16/12/2009
Montant du marché	10 000 000 FCFA
Date de réception	11/12/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°00092 MEF/DGF/DMTA/BAF du 12 novembre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Le bordereau de livraison et le PV de réception sont datés du 11 décembre 2009 alors que le contrat est notifié le 18 décembre 2009.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b>	
<b>F1094/09du 16/12/2009</b>	
<b>Objet</b>	FOURNITURES DE MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date saisine DCMP	27/10/2009
Date avis DCMP	10/11/2009
Attributaire	<b>GIE SENPRES .CO</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	16/12/2009
Montant du marché	10 000 000 FCFA

Date de réception	11/12/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°00089 MEF/DGF/DMTA/BAF du 27 octobre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Le bordereau de livraison et le PV de réception sont datés du 11 décembre 2009 alors que le contrat est notifié le 18 décembre 2009</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret n° 2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE</b>	
<b>F1067/09 du 17/12/2009</b>	
<b>Objet</b>	FOURNITURES DE MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date saisine DCMP	NON DISPONIBLE
Date avis DCMP	31/08/2009
Attributaire	<b>DECO MEUBLES</b>
Date du bon de commande	03/09/2009
Date du contrat de vente	14/12/2009
Montant du marché	9 994 600 FCFA

Date de réception	18/12/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001068/MEF/DGF/DMTA du 24/08/2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, en son article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F1118/09 du 23/12/2009	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURES DE MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date saisine DCMP	NON DISPONIBLE
Date avis DCMP	29/09/2009
Attributaire	<b>MBAYE MAR « Y.C.A TRADING »</b>
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat de vente	17/12/2009
Montant du marché	10 000 000 FCFA
Date de réception	30/12/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°00073 MEF/DGF/DMTA/BAF du 24 septembre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment l'article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0008/10 du 15/10/2009	
<b>Objet</b>	FOURNITURES DE MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date saisine DCMP	NON DISPONIBLE
Date avis DCMP	08/10/2009
Attributaire	<b>SENEGAL EQUIP</b>
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat de vente	15/12/2009
Montant du marché	9 999 910 FCFA
Date de réception	08/01/2010
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°001192 MEF/DGF/DMTA/BAF du 05 octobre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment l'article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE F0007/10 du 17/12/2009	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURES DE MOBILIERS ET MATERIELS D'APPARTEMENT</b>
Service initiateur	<b>DMTA</b>
Date saisine DCMP	NON DISPONIBLE
Date avis DCMP	29/09/2009
Attributaire	<b>EURO MEUBLES</b>
Date du bon de commande	NON DISPONIBLE
Date du contrat de vente	31/12/2009
Montant du marché	10 000 000 FCFA
Date de réception	12 /01/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre requête n°00072 MEF/DGF/DMTA/BAF du 22 septembre 2009 non retrouvée dans le dossier, nous n'avons pu apprécier l'argumentaire de la DMTA par rapport aux dispositions de l'article 76 du CMP,</li> <li>- Absence du droit d'exclusivité en violation de l'article 76-1-b du CMP,</li> <li>- Absence des pièces administratives (attestation caisse de sécurité sociale, charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics signée) de l'attributaire en violation de l'article 43 CMP,</li> <li>- Caution de garantie de bonne exécution non retrouvée dans le dossier en violation de l'article 113 du CMP,</li> <li>- Absence du bordereau de livraison dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En effet, l'invocation des dispositions du Décret n°2004-1279 du 28/09/2004 ne constitue pas une dispense au CMP et donc tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit,</li> <li>- Veiller à la correcte application des dispositions du CMP, notamment l'article 113, relatives à la garantie de bonne exécution,</li> <li>- Quand à la DCMP, elle devrait à l'avenir s'assurer de l'existence du droit d'exclusivité avant d'autoriser la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

## 4.1.4. DRP

Les non conformités relevées sur les DRP du MEF concernent l'absence de certaines mentions obligatoires, et la non application des dispositions du CMP et de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP relative à l'organisation des DRP. Il est également noté une méconnaissance des seuils applicables aux DRP pour un certain nombre d'acteurs économiques qui pourrait aussi être interprétée comme une possible collusion entre l'attributaire et les autres soumissionnaires qui, par ce biais, surévaluent volontairement leurs offres pour être éliminés. En effet, un nombre important d'offre financière dépasse les seuils fixés par le CMP. Nous présentons ci-après les statistiques sur les différentes étapes de la procédure des DRP et les fiches de synthèse.

Libellé	Exercice 2009		
	Total	Anomalies	
		Nombre	Pourcentage
la DRP est-elle inscrite au PPM	77	8	10,4
examen des DRP révèle-t-elle des pratiques de fractionnement	77	33	42,9
délai accordé pour le dépôt des offres est-il conforme	77	51	66,2
La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	60	15	19,5
les candidats présélectionnés ont-ils effectivement réception la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc	36	33	42,9
Les dossiers d'offres sont-elles intégralement archivées	77	36	46,8
Les offres ont-elles été ouvertes en séance publique	77	76	98,7
existe-t-il un dossier pour la DRP conformément à la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009	77	73	94,8
La DRP a-t-elle fait l'objet de contrat ou de bon de commande	77	62	80,5
PV d'ouverture des plis	77	15	19,5
PV d'attribution	77	59	76,6
Les offres comportent-t-ils le nom des candidats et le montant proposé	77	7	9,1
La procédure de réception est-elle conforme ?	77	41	51,2

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-149252 DGID	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>24 999 677 F CFA</b>
Date de réception	BL 5/11/09
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande mentionné dans le BL doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités livrées ; Expliquer la différence de 231 316 F entre le montant de la facture et celui du BL.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421332 DAGE	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>25 999 829 F CFA</b>
Date de réception	14/07/09
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités

	livrées.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-345855 DGID	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>22 136 171CFA</b>
Date de réception	06/10/09
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités livrées.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-149265 DGID	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>25 999 634 FCFA</b>
Date de réception	BL NON DATE
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités livrées.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421251 DAGE	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>TOTAL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>19 980 000 F CFA</b>
Date de réception	20/02/09
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités livrées.

<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-042121 DGD	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>87 635 899 FCFA</b>
Date de réception	Pas de PV dans le dossier
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités livrées.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX MANDAT N°10397 DGD	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>87 635 836 FCFA</b>
Date de réception	PAS DE PV dans le dossier
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités livrées.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 08-140960 DAGE	
<b>Objet</b>	<b>ENTRETIEN DES ASCENCEURS</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>AFRIQUE ASCENSEURS FERMETURES COM</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>18 900 001 F CFA</b>
Date de réception	2/12/08
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
	Mettre à notre disposition le dossier concerné pour nous permettre

<b>Recommandations</b>	d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-345855 DGID	
<b>Objet</b>	<b>CARBURANT</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SHELL SENEGAL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>22 136 171CFA</b>
Date de réception	06/10/09
<b>Non conformités</b>	Nous n'avons reçu aucun document qui nous permet d'apprécier la régularité de la procédure.
<b>Recommandations</b>	Il s'agit d'une commande directe comme c'est le cas en général pour le carburant. Le bon de commande doit être joint au dossier pour permettre de confronter les quantités commandées et les quantités livrées.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX MANDAT N°09-345825 DGID	
Objet	FORMATION PERSONNEL
Date d'invitation	22/06/09
Date de dépôt des offres	29/06/09
Attributaire	GROUPE MEDIATIQUE AFRICA SA
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	11/10/09
Montant du marché	24 838 853 FCFA
Date de réception	PAS DE PV DANS LE DOSSIER
Non conformités	<p>Studio Solaris Amitié 3 villa n°4684 28 910 000 TTC</p> <p>YELICOM 4, Rue Mage PARCHAPE 28 910 000 TTC</p> <p>AFRICA MEDIA route de OUAKAM X</p> <p>LEO FROBENIUS 28 727 100 TTC</p> <p>AOB EVENTS 33 429 990 TTC</p> <p>MEDIATIQUE AFRICA Route de Ngor X Almadies 24 838 853 TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de cahier des charges,</li> <li>• Absence de termes de référence,</li> <li>• Absence d'attestation de la formation,</li> <li>• Absence de critère d'évaluation des formateurs,</li> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'organisation des DRP,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li> <li>• Le dossier comprend uniquement, les lettres d'invitation, le contrat et les factures pro forma.</li> <li>• L'offre de l'attributaire est très proche du seuil maximal de passation des marchés par DRP. Par ailleurs, en dehors de celle de l'attributaire toutes les autres offres sont au dessus de ce seuil. Ceci peut révéler un cas de manœuvre collusive entre l'attributaire et les autres soumissionnaires.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09303588 DGCPE										
Objet		ARCHIVAGE PHYSIQUE								
Date d’invitation		10/03/09								
Date de dépôt des offres		04/03/09								
Attributaire		NETSTOCK-SA								
Date du bon de commande		NA								
Date du contrat de vente		26/05/09								
Montant du marché		23 434 800 F CFA								
Date de réception		Pas de PV dans le dossier								
Quatre (04) OFFRES	<table><tr><td>ECODEV</td><td>24 697 400 TTC</td></tr><tr><td>NSX France</td><td>26 291 462 TTC</td></tr><tr><td>ESPACE TECHNOLOGIES 2000</td><td>24 827 200 TTC</td></tr><tr><td>NETSTOCK SA</td><td>23 434 800 TTC</td></tr></table>		ECODEV	24 697 400 TTC	NSX France	26 291 462 TTC	ESPACE TECHNOLOGIES 2000	24 827 200 TTC	NETSTOCK SA	23 434 800 TTC
ECODEV	24 697 400 TTC									
NSX France	26 291 462 TTC									
ESPACE TECHNOLOGIES 2000	24 827 200 TTC									
NETSTOCK SA	23 434 800 TTC									
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"><li>• Absence de cahier des charges dans le dossier,</li><li>• Le contrat n’est pas daté,</li><li>• Le dossier comprend uniquement, le contrat, le PV de dépouillement et d’attribution du 01/04/ 2009, les lettres d’invitation du 18/02/09,</li><li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d’invitation,</li><li>• Les candidats non retenus n’ont pas été informés,</li><li>• Non application de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l’organisation des DRP,</li><li>• Les dates retraçant la procédure sont erronées,</li><li>• Absence d’attestation de service fait.</li></ul>									
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li><li>- Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li></ul>									
Commentaires de l’AC										
Appréciation du Cabinet										

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 001709/BF DAGE	
Objet	TRAVAUX
Date d'invitation	23/06/09
Date de dépôt des offres	07/07/09
Attributaire	BF TRADING AND SERVICES
Date du bon de commande	NA
Date du contrat	15/09/09
Montant du marché	22 477 584 FCFA TTC
Date de réception	PAS DATE
Non conformités	<p>Quatre (04) OFFRES</p> <p>BF TRADING AND SERVICES HLM2 VILLA n°679 BP: 17086 22 477 584 TTC</p> <p>ENTREPRISE A NDOYE USINE BEN TALLY VILLA N°635 31 838 972 TTC</p> <p>MAGOU ENTREPRISE QUARTIER GUINAW RAIL LOGIC PLUS 35 022 870 TTC</p> <p>DELTA GROUP INTERNATIONAL RUE 6X13 MEDINA 29 932 942 TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de cahier des charges,</li> <li>• Le dossier comprend uniquement, le contrat daté du 14/09/09, le PV de dépouillement et d'attribution du 08 et 07/07/09, les lettres d'invitation du 23/06/09, les titres de créance et de certification,</li> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li> <li>• Non application de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'organisation des DRP,</li> <li>• Absence d'attestation de service fait</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> </ul>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DAGE	
<b>Objet</b>	<b>TRAVAUX DE REFECTION DE BUREAU</b>
Date d'invitation	Non fournie
Date de dépôt des offres	4mars 2008
Attributaire	<b>Etablissements ASS</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>20 661 642 F CFA</b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>Etablissements ASS Fenêtre MERMOZ 20 661 642TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une seule offre transmise,</li> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Non application de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'organisation des DRP,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés</li> <li>• <i>absence de contrat dans le dossier,</i></li> <li>• <i>Absence du PV de réception dans le dossier,</i></li> <li>• Absence d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-235190 DGCPT ASTER	
<b>Objet</b>	<b>Travaux d'aménagement</b>
Date d'invitation	4 MAI 2009
Date de dépôt des offres	20 MAI 2009
Attributaire	<b>Comptoir International du commerce</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>16 183 700 FCFA TTC</b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>ETS AHMED SAAD 65 rue A.K.BOURGI 17 526 422 TTC  ETS TOP NEGOCE N° USINE BEN TALLY 17 647 254 TTC  C.I.C 15 rue EL HADJI ALASSANE PAYE 16 183 700 TTC  G.I.E C.G.I 33rue Robert Brun 17 065 750 TTC  C.A.R.I 38 RUE RAFENEL 18 791 500TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés</li> <li>• Non application de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'organisation des DRP,</li> <li>• Le dossier comprend uniquement, le contrat non daté, le PV de dépouillement et d'attribution du 11/06/ 2009, les lettres d'invitation du 04/05/09, les titres de créance et de, certification et le cahier des charges ,</li> <li>• Absence d'attestation de service fait.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP n° 09-278070 CPM	
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de bureau</b>
Date d'invitation	04/09/09
Date de dépôt des offres	08/09/09
Attributaire	<b>Général d'équipement</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>4 495 800 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>-Général d'équipements <b>4 495 800</b>  -Afrique consulting et ingénierie <b>6 011 510</b>  -Sud Equipement <b>5 276 960</b>  -Méga Equipement Distribution <b>5 000 250</b>  -Delta Distribution <b>4 793 160</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li> <li>• Absence de cahier des charges dans le dossier,</li> <li>• Le tableau précisant les spécifications techniques n'est pas joint au dossier,</li> <li>• Absence de preuve de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats,</li> <li>• Absence BL dans le dossier,</li> <li>• Absence PV de réception et de la facture définitive dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP n° 09-278068 CPM	
<b>Objet</b>	<b>Achat matériel</b>
Date d'invitation	04/09/09
Date de dépôt des offres	08/09/09
Attributaire	<b>Générale d'équipement</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>5 487 000 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>-Delta Distribution : <b>5 575 500</b></p> <p>-Afrique consulting et ingénierie : <b>6 018 000</b></p> <p>-Techno bureau : <b>7 044 600</b></p> <p>-Méga Equipement Distribution : <b>6 796 800</b></p> <p>-Général d'équipements : <b>5 487 000</b></p>
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés</li> <li>• Non application de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'organisation des DRP,</li> <li>• Absence de cahier des charges,</li> <li>• Absence de preuve de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats,</li> <li>• Absence BL dans le dossier,</li> <li>• Absence PV de réception et de la facture définitive dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP n° 09-278069 CPM	
<b>Objet</b>	<b>Consommables informatiques</b>
Date d'invitation	04/09/09
Date de dépôt des offres	08/09/09
Attributaire	<b>Général d'équipement</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>4 389 600 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>5 OFFRES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Général d'équipements : <b>4 389 600</b></li> <li>- Afrique consulting et ingénierie : <b>4 720 000</b></li> <li>- Sud Equipement : <b>6 100 600</b></li> <li>- Méga Equipement Distribution : <b>5 030 340</b></li> <li>- Techno bureau : <b>5 457 500</b></li> </ul>
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés</li> <li>• Non application de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'organisation des DRP,</li> <li>• Absence de preuve de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats,</li> <li>• Absence BL dans le dossier,</li> <li>• Absence PV de réception et de la facture définitive dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP n° 09-278066 CPM	
Objet	Fourniture de bureau
Date d'invitation	13/02/09
Date de dépôt des offres	23/02/09
Attributaire	CONNECTIC Services
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	4 000 229 FCFA
Date de réception	NA
Cinq (05) OFFRES	-Connectic services : <b>4 000 229</b> -GIE Sène- services : <b>5 627 951</b> -Générale Distribution : <b>6 273 824</b> -Alaska Services Plus : <b>5 016 268</b> -COGER : <b>7 227 736</b>
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>Les candidats non retenus n'ont pas été informés</li> <li>Non application de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l'organisation des DRP,</li> <li>Absence de preuve de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats,</li> <li>Absence BL dans le dossier,</li> <li>Absence PV de réception et de la facture définitive dans le dossier.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP n° 09-278056 CPM	
<b>Objet</b>	<b>Consommables informatiques</b>
Date d'invitation	18/02/09
Date de dépôt des offres	23/02/09
Attributaire	<b>Sumbar express</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>3 926 450 F CFA</b>
Date de réception	NA
<b>5 OFFRES</b>	<p>-Ese Mbenda services : 4 543 000</p> <p>-TSP Multi services : 5 330 650</p> <p>-Sumbar express services : 3 926 450</p> <p>-Techno Point : 4 259 800</p> <p>-Espace Global : 4 950 100</p>
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li> <li>• Absence de preuve de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats,</li> <li>• Les offres des soumissionnaires ne sont pas datées,</li> <li>• Absence BL dans le dossier,</li> <li>• Absence PV de réception et de la facture définitive dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX CGCPE	
<b>Objet</b>	<b>Matériels et outillages techniques</b>
Date d'invitation	18/02/09
Date de dépôt des offres	27/02/09
Attributaire	<b>Toma Distribution Services</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	07/05/09
Montant du marché	<b>13 786 530 CFA</b>
Date de réception	28/08/09
<b>Non conformités</b>	<p>THIMTEL SARL : 14 602 831</p> <p>-DAMS SARL : 15 336 578</p> <p>-TOMA Distribution Services : 13 786 530</p> <p>-KEMET TIC SUARL : 16 049 180</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les noms des candidats invités et leur adresse ne figurent pas sur la lettre d'invitation,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés</li> <li>• Absence de preuve de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats,</li> <li>• Absence délai de livraison et clause de pénalité de retard dans le contrat,</li> <li>• Absence PV de réception dans le dossier.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP,</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-204723 COF	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT BIENS ET SERVICES</b>
Date d'invitation	13/11/09
Date de dépôt des offres	PAS PRECISE
Attributaire	<b>NDEYE MAREME DIOUF</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>9 153 850 CFA</b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>MENDA SERVICES <b>9 628 800</b>  NDEYE MAREME DIOUF : <b>9 153 850</b>  TECHNO POINT PLUS : <b>11 165 160</b>  ESPACE GLOBAL  GIE DJAGARAF : <b>11 693 800</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lettres d'invitation datée du 13 novembre 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les non des candidats retenus n'y figurent pas, lettre non signées),</li> <li>• Les copies des lettres d'invitation ne sont pas déchargées par les candidats,</li> <li>• Toutes les offres reçues sont datées du 10 novembre 2009 alors que la lettre d'invitation datée du 13 novembre 2009 ne précise pas la date de dépôt des offres,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li> <li>• Absence de cahier des charges,</li> <li>• Non application de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009,</li> <li>• Les PV de dépouillement et d'attribution ne sont pas numérotés,</li> <li>• Absence de contrat,</li> <li>• Absence de PV de réception,</li> <li>• Pratique de fractionnement.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• préciser la date de dépôt des offres dans les lettres d'invitation</li> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX - 09-204723 COF	
Objet	ACHAT D'ARTICLES DIVERS
Date d'invitation	13/11/09
Date de dépôt des offres	PAS PRECISE
Attributaire	SOUMBAR EXPRESS SERVICES
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	12 944 600CFA
Date de réception	NA
Non conformités	<p><b>Cinq (05) OFFRES ont été reçues</b>  SOUMBAR EXPRESS : <b>12 944 600</b>  ESPACE GLOBAL : <b>14 478 600</b>  TECHNOPOINT PLUS : <b>15 099 280</b>  MENDA SERVICES : <b>13 829 600</b>  GIE DJAGARAF : <b>15 922 920</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lettres d'invitation datées du 13 novembre 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les noms des candidats retenus n'y figurent pas, lettre non signées).</li> <li>• Les copies des lettres d'invitation ne sont pas déchargées par les candidats invités,</li> <li>• Toutes les offres reçues sont datées du 10 novembre 2009 à l'exception de celle de l'attributaire datée du 10 octobre 2009 alors que la lettre d'invitation datée du 13 novembre 2009 ne précise pas la date de dépôt des offres,</li> <li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li> <li>• Absence de cahier de charge,</li> <li>• Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009,</li> <li>• Le PV d'attribution n'est pas signé</li> <li>• Absence de contrat,</li> <li>• Absence de PV de réception,</li> <li>• Pratique de fractionnement.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d'invitation</li> <li>• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative aux DRP.</li> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li> </ul>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX						
09-204713 COF						
Objet			ENTRETIEN MAINTENANCE			
Date d’invitation			17/09/09			
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE			
Attributaire			SOUMBAR EXPRESS SERVICES			
Date du bon de commande			NA			
Date du contrat de vente			NA			
Montant du marché			9 999 320CFA			
Date de réception			24/12/09			
5 OFFRES			MENDA SERVICES : 12 127 450 SEN BATIMENT : 12 547 530 SOUMBAR EXPRESS : 9 999 320 FADIAL : 11 842 480 ETABAT : 11 343 930 Les différentes dates retraçant la procédure sont erronées.			
Non conformités			Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution
			17 sep 2009	15 sept 2009	06 oct 2009	17 sep 2009
			<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d’invitation datées du 17 septembre 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les non des candidats retenus n’y figurent pas, lettre non signées par la PRM),</li><li>Les copies des lettres d’invitation ne sont pas déchargées par les candidats,</li><li>Toutes les offres reçues sont datées du 15 septembre 2009 alors que la lettre d’invitation en date du 17 septembre 2009 ne précise pas la date de dépôt des offres,</li><li>Les candidats non retenus n’ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier des charges,</li><li>Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li></ul>			
Recommandations			<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d’invitation,</li><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li></ul>			
Commentaires de l’AC						
Appréciation du Cabinet						

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-068095 COF												
Objet		FRAIS ORGANISATION CEREMONIE DE PRESTATION DE VŒUX DU PERSONNEL										
Date d’invitation		30/09/09										
Date de dépôt des offres		Non précisée										
Attributaire		SOUBAR EXPRESS SERVICES										
Date du bon de commande		NA										
Date du contrat de vente		NA										
Montant du marché		3 999 964 F CFA										
Date de réception		NA										
Cinq ( 05) OFFRES	GIE DJAGARAF : 4 333 550											
	SOUMBAR EXPRESS : 3 999 964											
	ESPACE GLOBAL : 4 513 500											
	GIE YASSINE : 4 192 540											
Non conformités	TECHNOPOINT PLUS : 4 790 800											
	Les délais accordés pour dépôt des offres sont non conformes.											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>30 sep 2009</td><td>01 oct 2009</td><td>09 oct 2009</td><td>09 oct 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	30 sep 2009	01 oct 2009	09 oct 2009	09 oct 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
	30 sep 2009	01 oct 2009	09 oct 2009	09 oct 2009								
	• Lettres d’invitation datées du 30 septembre 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les non des candidats retenus n’y figurent pas, lettre non signées par la PRM),											
	• Les copies des lettres d’invitation ne sont pas déchargées par les candidats,											
	• Toutes les offres reçues sont datées du 01 octobre 2009 alors que la lettre d’invitation en date du 30 septembre 2009 ne précise pas la date de dépôt des offres,											
	• Les PV de dépouillement et d’attribution ne sont pas numérotés,											
	• Les candidats non retenus n’ont pas été informés,											
• Absence de cahier de charge,												
• Non application de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relative à l’organisation des DRP.												
Recommandations	• Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d’invitation											
	• Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP.											
	• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,											
	• Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats retenus.											
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX									
09-067811 COF									
Objet			CONSOMMABLES INFORMATIQUES						
Date d’invitation			30/09/09						
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE						
Attributaire			GIE SOPE MAME DIARRA						
Date du contrat de vente			NA						
Montant du marché			5 994 400 F CFA						
Date de réception			NA						
Cinq (05) OFFRES			ESE KHADIM DIAKHATE 8 486 560						
			GIE SOPE MAME DIARRA 5 994 400						
			GIE JEF REKMO WOR 7 005 660						
Non conformités			NDEYE GNAGNA FALL 10 532 680						
			BOUKOL BUREAUTIQUE 9 680 720						
			<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date pv de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>30 sep 2009</td><td>01 oct 2009</td><td>06 oct 2009</td><td>06 oct 2009</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d’invitation datées du 30 septembre 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les non des candidats retenus n’y figurent pas, lettre non signées pour ESE KHADIM DIAKHATE et GIE JEF REKMO WOR) ,</li><li>Les copies des lettres d’invitation ne sont pas déchargées par les candidats,</li><li>Toutes les offres reçues sont datées du 01 octobre 2009 alors que la lettre d’invitation en date du 30 septembre 2009 ne précise pas la date de dépôt des offres,</li><li>Les candidats non retenus n’ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Non application de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li></ul>		Date lettre invitation	Date offre	Date pv de dépouillement	Date PV d’attribution	30 sep 2009
Date lettre invitation	Date offre	Date pv de dépouillement	Date PV d’attribution						
30 sep 2009	01 oct 2009	06 oct 2009	06 oct 2009						
Recommandations			<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d’invitation,</li><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats retenus.</li></ul>						
Commentaires de l’AC									
Appréciation du Cabinet									



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX												
09-204709 COF												
Objet			MATERIELS ET MOBILIERS DE BUREAU									
Date d'invitation			03/04/09									
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE									
Attributaire			GROUPE BETA INTERNATIONAL									
Date du bon de commande			NA									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			9 374 500 FCFA									
Date de réception			NA									
Cinq (05) OFFRES	GROUPE BETA 9 374 500											
	NAFY MULTI SERV 9 618 500											
	MOUMINATOU 9 732 750											
	EST-TIC 10 030 000											
Non conformités	ABT GRAFCO 10 251 000											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d'attribution</td></tr><tr><td>03 avril 2009</td><td>06 avril 2009</td><td>06 avril 2009</td><td>Pas de PV d'attribution</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution	03 avril 2009	06 avril 2009	06 avril 2009	Pas de PV d'attribution
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution								
	03 avril 2009	06 avril 2009	06 avril 2009	Pas de PV d'attribution								
	<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d'invitation datées du 03 avril 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les non des candidats retenus n'y figurent pas, copies lettres non signées par la PRM),</li><li>Les copies des lettres d'invitation ne sont pas déchargées par les candidats,</li><li>Toutes les offres reçues sont datées du 06 avril 2009 alors que la lettre d'invitation en date du 03 avril 2009 ne précise pas la date de dépôt des offres,</li><li>Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Non application de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li></ul>											
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d'invitation,</li><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d'invitation par les candidats invités.</li></ul>											
Commentaires de l'AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX												
09-068099 COF												
Objet			FOURNITURES DIVERSES									
Date d’invitation			08/10/09									
Date de dépôt des offres			Non précisée									
Attributaire			NDAO AME SATOU									
Date du bon de commande			NA									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			2 242 000 CFA									
Date de réception			NA									
5 OFFRES		THIARGANE ESE 2 399 825 AME SATOU 2 242 000 HORIZON PLUS 2 424 900 ESE MATY TOP 2 525 200 SENET-EXPRESS 2 472 100										
Non conformités		<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>10 oct 2009</td><td>05, 11, 12 oct 2009</td><td>13 oct 2009</td><td>Pas de PV d’attribution</td></tr></table>			Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	10 oct 2009	05, 11, 12 oct 2009	13 oct 2009	Pas de PV d’attribution
		Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution							
		10 oct 2009	05, 11, 12 oct 2009	13 oct 2009	Pas de PV d’attribution							
<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d’invitation datées du 10 octobre 2009 ne sont pas conformes (date de dépôt non précisée, copies lettres non signées et non déchargées),</li><li>Les copies des lettres d’invitation ne sont pas déchargées par les candidats,</li><li>L’offre de SENET-EXPRESS est datée du 05 octobre 2009 alors que la lettre d’invitation est datée du 10 octobre 2009.</li></ul>												
Recommandations		<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d’invitation,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités.</li></ul>										
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX												
09-204714 COF												
Objet			MOBILIERS ET MATERIELS DE BUREAU									
Date d'invitation			15/09/09									
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE									
Attributaire			ACI SARL									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			12 499 740CFA									
Date de réception			NA									
5 OFFRES	ALLIANCE D° ET SERV 16 637 151											
	ACI 12 499 740											
	PHOENIX UNIFORME 13 749 714											
	ZENITH INTER 15 124 685											
Non conformités	COMUSEN 18 300 869											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d'attribution</td></tr><tr><td>15 sept 2009</td><td>16 sept 2009</td><td>Pas de PV de dépouillement</td><td>17 sept 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution	15 sept 2009	16 sept 2009	Pas de PV de dépouillement	17 sept 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution								
	15 sept 2009	16 sept 2009	Pas de PV de dépouillement	17 sept 2009								
	<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d'invitation datées du 15 septembre 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les non des candidats retenus et leur adresse n'y figurent pas, copies lettres non signées par la PRM),</li><li>Les copies des lettres d'invitation ne sont pas déchargées,</li><li>Toutes les offres reçues sont datées du 16 sept 2009 alors que la lettre d'invitation en date du 15 septembre 2009 ne précise pas la date de dépôt des offres,</li><li>Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li></ul>											
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d'invitation,</li><li>Faire une application rigoureuse de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP.</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d'invitation par les candidats invités.</li></ul>											
Commentaires de l'AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX						
09-068089 COF						
Objet			ENTRETIEN MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE			
Date d’invitation			28/04/09			
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE			
Attributaire			AFRICA COMPUTER PRODUCTION(ACP)			
Date du bon de commande			NA			
Date du contrat de vente			NA			
Montant du marché			14 906 620 CFA			
Date de réception			NA			
5 OFFRES	ADB 15 437 350		Date offre 06/01/2009			
	NTIC CONSULT 15 290 440		05/01/2009			
	ACP 14 996 620		05/01/2009			
	ACT AB 15 584 260		03/01/2008			
	SDPP 15 143 530		05/01/2009			
Non conformités	Date lettre invitation		Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	
	28 avril 2009		Voir ci-dessus	28 avril 2009	28 avril 2009	
	• Lettres d’invitation datées du 28 avril 2009 non-conformes (date de dépôt non précisée, les non des candidats retenus n’y figurent pas, copies lettres non signées et non déchargées),					
	• Toutes les offres reçues sont datées de janvier 2009 alors que la lettre d’invitation est datée du 28 avril 2009,					
	• Les lettres d’invitation et les PV de dépouillement et d’attribution sont datés du 28 avril 2009,					
	• Les candidats non retenus n’ont pas été informés,					
	• Absence de cahier de charge,					
	• Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.					
	Recommandations	• Préciser la date de dépôt des offres dans les lettres d’invitation				
		• Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,				
• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,						
• Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités.						
Commentaires de l’AC						
Appréciation du Cabinet						

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX						
09-068090 COF						
Objet			ASSISTANCE ET MAINTENANCE LOGICIEL			
Date d’invitation			12/05/09			
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE			
Attributaire			ACP COMICO			
Date du contrat de vente			Date non mentionnée			
Montant du marché			2 277 400 F CFA			
Date de réception			NA			
Cinq (05) OFFRES		CESP 2 596 000 SDPP 2 832 000 NTIC CONSULT 2 714 000 ADB 2 478 000 ACP 2 277 400 <b>Les dates retraçant la procédure sont erronées.</b>				
Non conformités		Date lettre invitation		Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution
		12 mai 2009		13 mai 2009	Pas de PV dépouillement	12 mai 2009
		<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d’invitation datées du 12 mai 2009 ne sont pas conformes (date de dépôt non précisée, copies lettres non signées et non déchargées)</li><li>Le contrat n’est pas daté et ne précise pas les délais de réalisation des prestations.</li></ul>				
Recommandations		<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d’invitation,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités,</li><li>Préciser les délais de réalisation des prestations dans les bons de commande.</li></ul>				
Commentaires de l’AC						
Appréciation du Cabinet						

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX												
09-204715 COF												
Objet			ACHAT ORDINATEUR ET ONDULEUR									
Date d’invitation			18/09/09									
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE									
Attributaire			ESE BOUSSOBE									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			12 499 976 CFA									
Date de réception			NA									
Cinq (05) OFFRES	ESE BOUSSOBE : 12 499 976											
	SEN KEURGUI : 15 124 971											
	PAPAICHA : 13 749 974											
	ADS : 17 469 341											
	PHENIX UNIFORME : 16 637 468											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>18 sep 2009</td><td>22 sept 2009</td><td>23 sept 2009</td><td>23 sept 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	18 sep 2009	22 sept 2009	23 sept 2009	23 sept 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
	18 sep 2009	22 sept 2009	23 sept 2009	23 sept 2009								
	<div>Non conformités</div> <ul style="list-style-type: none"><li>Absence de cahier des charges,</li><li>La lettre d’invitation ne comporte pas les noms et adresses des candidats invités,</li><li>La lettre d’invitation ne précise pas la date limite de dépôt des offres,</li><li>Les copies des lettres adressées aux candidats ne sont pas signées,</li><li>les lettres d’invitation sont datées du 18 septembre 2009 et toutes les offres datées du 22 septembre 2009 alors que la lettre d’invitation adressées aux candidats ne mentionne aucune date de dépôt,</li><li>Le PV de dépouillement des offres n’est pas numéroté. Il fait référence aux lettres envoyées aux soumissionnaires avec des numéros erronés.</li></ul>											
<table><tr><td>Référence PV de dépouillement</td><td>Référence lettre</td></tr><tr><td>333 – 334 – 335 – 336- 337</td><td>340 – 341 – 342 – 343- 344</td></tr></table>				Référence PV de dépouillement	Référence lettre	333 – 334 – 335 – 336- 337	340 – 341 – 342 – 343- 344					
Référence PV de dépouillement	Référence lettre											
333 – 334 – 335 – 336- 337	340 – 341 – 342 – 343- 344											
<ul style="list-style-type: none"><li>L’entreprise BOUSSOBALE attributaire du marché n’a pas été invitée à soumissionnée,</li><li>Les fournisseurs non retenus n’ont pas été informés,</li><li>Absence de contrat dans le dossier,</li><li>Absence de PV de réception dans le dossier,</li><li>Absence d’attestation de service fait,</li><li>Pas de justificatifs de paiement dans le dossier.</li></ul>												

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d'invitation</li><li>• Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Faire décharger les copies des lettres d'invitation par les candidats invités.</li></ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX												
09-068091 COF												
Objet			FRAIS D'INSTALLATION D'UN WORKFLOW									
Date d'invitation			12/05/09									
Date de dépôt des offres			PAS PRECISE									
Attributaire			ACP COMICO									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			4 720 000 F CFA									
Date de réception			NA									
Cinq (05) OFFRES	ACP 4 720 000											
	CESP 5 097 600											
	ADB 4 908 800											
	NTIC CONSULT 5 286 400											
	SDPP 5 475 200											
Non conformités	Les différentes dates retraçant la procédure sont erronées.											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d'attribution</td></tr><tr><td>12 mai 2009</td><td>13 mai 2009</td><td>12 mai 2009</td><td>12 mai 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution	12 mai 2009	13 mai 2009	12 mai 2009	12 mai 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution								
	12 mai 2009	13 mai 2009	12 mai 2009	12 mai 2009								
	<ul style="list-style-type: none"><li>Les lettres d'invitation ne sont pas signées et n'indiquent pas la date de dépôt des offres. Toutes les offres sont datées du 13 mai 2009,</li></ul>											
<ul style="list-style-type: none"><li>Le PV de dépouillement des offres n'est pas signé,</li><li>La lettre d'invitation ne comporte pas les noms et adresses des candidats invités,</li><li>Les copies des lettres adressées aux candidats ne sont pas signées,</li><li>Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Absence de contrat et d'attestation de service fait.</li></ul>												
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d'invitation,</li><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d'invitation par les candidats invités.</li></ul>											
Commentaires de l'AC												
Appréciation du Cabinet												



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
DRP1 DAGE				
Objet			ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	
Date d'invitation			NA	
Date de dépôt des offres			NA	
Attributaire			THIAROYE AUTOMOBILES	
Date du bon de commande			NA	
Date du contrat de vente			NA	
Montant du marché			6 710 660 FCFA	
Date de réception			NA	
Quatre (04) OFFRES		Date offre		
Non conformités	THIAROYE AUTOMOBILES 6 710 660 FCFA absent			
	ETS ALY NDIAYE 7 455 240 FCFA 28/04/2009			
	CARROS FRONT DE TERRE 7 321 015 FCFA 29/04/2009			
	HADJI MOR FALL 7 375 000 FCFA Non daté			
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution
	Pas d'invitation		28 mai 2009	28 mai 2009
<ul style="list-style-type: none"><li>• Absence lettres d'invitation dans le dossier,</li><li>• Violation de l'article 77 du code des marchés publics relatif à l'organisation des DRP : 4 fournisseurs invités au lieu de 5</li><li>• Pratique de fractionnement,</li><li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li><li>• Absence de cahier de charge,</li><li>• Absence de contrat,</li><li>• Absence d'attestation de service fait,</li><li>• Les candidats non retenus n'ont pas été informés</li><li>• Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</li></ul>				
Recommandations		<ul style="list-style-type: none"><li>• Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP.</li><li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure.</li></ul>		
Commentaires de l'AC				
Appréciation du Cabinet				

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX							
DRP2 DAGE							
Objet			ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES				
Date d’invitation			NA				
Date de dépôt des offres			NA				
Attributaire			CFAO SENEGAL				
Date du bon de commande			NA				
Montant du marché			2 500 000 FCFA				
Date de réception			NA				
Trois (03) OFFRES			Date offre				
			CFAO SENEGAL 2 500 000 FCFA 15/01/2009				
			TECH NO AFRIQUE 2 600 016 FCFA Non datée				
			GARAGE AUTO VISION 2 747 045 FCFA 16 mars 2009				
Non conformités			Date lettre invitation		Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution
			Pas d’invitation			NA	30 mars 2009
			<ul style="list-style-type: none"><li>• Absence lettres d’invitation dans le dossier,</li><li>• Violation de l’article 77 du code des marchés publics relatif à l’organisation des DRP : 3 fournisseurs invités au lieu de 5,</li><li>• Pratique de fractionnement,</li><li>• Absence de contrat,</li><li>• Absence d’attestation de service fait.</li></ul>				
Recommandations			<ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Applique rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77.</li></ul>				
Commentaires de l’AC							
Appréciation du Cabinet							

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP3 DAGE												
Objet			ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES									
Date d’invitation			NA									
Date de dépôt des offres			NA									
Attributaire			GIE ALOUCH									
Date du bon de commande			NON PRECISE									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			2 010 997 FCFA									
Date de réception			NA									
Cinq (05) OFFRES			GIE ALOUCH 2 010 997 FCFA A.D SERVICES 2 137 570 FCFA GARAGE DE LA TERANGA 2 139 340 FCFA COURADI-AUTO 2 192 440 FCFA ETS TM 2 221 940 FCFA									
Non conformités			<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>Pas d’invitation</td><td>10 sep 2009</td><td>NA</td><td>14 sep 2009</td></tr></table>		Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	Pas d’invitation	10 sep 2009	NA	14 sep 2009
			Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution						
			Pas d’invitation	10 sep 2009	NA	14 sep 2009						
<ul style="list-style-type: none"><li>Pratique de fractionnement,</li><li>Le contrat n’est pas daté, le prestataire retenu n’a pas signé, la durée des prestations n’est pas mentionnée et la close de pénalité de retard n’est pas prévue,</li><li>Le contrat n’est pas enregistré,</li><li>Absence d’attestation de service fait.</li></ul>												
Recommandations			<ul style="list-style-type: none"><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Applique rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77.</li></ul>									
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP4 DAGE												
Objet		ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES										
Date d’invitation		NA										
Date de dépôt des offres		NA										
Attributaire		ETS SENY MBOW										
Date du contrat de vente		24/09/09										
Montant du marché		1 507 450 FCFA										
Date de réception		NA										
Cinq (05) OFFRES	ETS SENI MBOW 1 507 450 FCFA											
	CARROSSERIE AMITIE 1 873 427 FCFA											
	MBENGUE OUSMANE 1 851 420 FCFA											
	TECHNOVIA 2 030 100 FCFA											
	ETS NDAMA 1 765 280 FCFA											
Non conformités	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>Pas d’invitation</td><td>07 sept 2009</td><td>10 sept</td><td>sept 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	Pas d’invitation	07 sept 2009	10 sept	sept 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
	Pas d’invitation	07 sept 2009	10 sept	sept 2009								
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pratique de fractionnement,</li><li>• Le contrat ne mentionne pas la durée des prestations et la close de pénalité de retard n’est pas prévue,</li><li>• Absence d’attestation de service fait.</li></ul>											
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Applique rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77,</li><li>• Eviter le fractionnement en organisant des marchés par commande.</li></ul>											
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP5 DAGE													
Objet			ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES										
Date d’invitation			NA										
Date de dépôt des offres			NA										
Attributaire			SENEGALAISE DE L’AUTOMOBILE										
Date du bon de commande			NA										
Date du contrat de vente			NA										
Montant du marché			2 924 458 FCFA										
Date de réception			NA										
Une (01) OFFRE		SENEGALAISE DE L’AUTO 2 924 458 FCFA											
Non conformités		<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>Pas d’invitation</td><td>28 jan 2009</td><td>08 fév. 2009</td><td>08 fév. 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	Pas d’invitation	28 jan 2009	08 fév. 2009	08 fév. 2009
		Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
		Pas d’invitation	28 jan 2009	08 fév. 2009	08 fév. 2009								
<ul style="list-style-type: none"><li>• Pratique de fractionnement,</li><li>• Absence de BC,</li><li>• Absence d’attestation de service fait.</li></ul>													
Recommandations		<ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77,</li><li>• Eviter le fractionnement en organisant en début d’année un marché à commande.</li></ul>											
Commentaires de l’AC													
Appréciation du Cabinet													

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX    DRP6 DAGE												
Objet		Consommables informatiques										
Date d’invitation		06/10/09										
Date de dépôt des offres		20/10/09										
Attributaire		STABURO 100, RUE MOUSSE DIOP										
Date du bon de commande		NA										
Date du contrat de vente		NA										
Montant du marché		8 699 078 FCFA										
Date de réception		NA										
Non conformités	PAPEX MAFOPRES BSE STABURO GROUPOO SARL											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>06 août 2009</td><td></td><td>20 août 2009</td><td>20 août 009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	06 août 2009		20 août 2009	20 août 009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
	06 août 2009		20 août 2009	20 août 009								
<ul style="list-style-type: none"><li>• Lettres d’invitation datées du 20 août 2009 non-conformes (les noms des candidats retenus et leur adresse n’y figurent pas, copies lettres non signées et non déchargées)</li><li>• Absence des offres dans le dossier,</li><li>• Les candidats non retenus n’ont pas été informés</li><li>• Absence de cahier de charge,</li><li>• Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ?</li><li>• Absence de contrat,</li><li>• Absence de PV de réception,</li><li>• Absence d’attestation de service fait,</li><li>• Pratique de fractionnement.</li></ul>												
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>• Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP.</li><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités,</li><li>• Eviter le fractionnement en organisant en début d’année un marché à commande.</li></ul>											
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX					
DRP7 DAGE					
Objet			Matériels de quincaillerie		
Date d’invitation			11/06/09		
Date de dépôt des offres			26/06/09		
Attributaire			GIE NARE CONSULTING TRADE & SERVICES ‘NCTS’		
Date du bon de commande			NA		
Date du contrat de vente			NA		
Montant du marché			9 720 750 FCFA		
Date de réception			NA		
Trois (03) OFFRES		GIE N.C.T.S 9 720 250 FCFA INTER-PROMO 9 895 775 FCFA SEN INVEST GROUP 9 965 837 FCFA JOKKO DISTRIBUTION ACP			
Non conformités					
		Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution
		11 juin 2009		26 juin 2009	26 juin 2009
		<ul style="list-style-type: none"><li>• Lettres d’invitation datées du 26 juin 2009 non-conformes (les noms des candidats invités et leur adresse n’y figurent pas, copies lettres adressées aux candidats non déchargées),</li><li>• Absence des offres dans le dossier,</li><li>• Les candidats non retenus n’ont pas été informés</li><li>• Absence de cahier de charge,</li><li>• Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ?</li><li>• Absence de contrat,</li><li>• Absence de PV de réception,</li><li>• Absence d’attestation de service fait.</li></ul>			
Recommandations		<ul style="list-style-type: none"><li>• Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités.</li></ul>			
Commentaires de l’AC					
Appréciation du Cabinet					

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP8 DAGE												
Objet			Imprimés de bureaux									
Date d’invitation			17/10/09									
Date de dépôt des offres			31/10/09									
Attributaire			AFRI SEGMENT & CO									
Date du bon de commande			NA									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			8 920 000 FCFA									
Date de réception			NA									
Non conformités	BRODIS SARL COMPAGNIE LE BARON ETS KHADIM NDIAYE AFRISEGMENT & Co EGSC											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>17 août 2009</td><td></td><td>31 août 2009</td><td>31 août 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	17 août 2009		31 août 2009	31 août 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
	17 août 2009		31 août 2009	31 août 2009								
<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d’invitation datées du 17 août 2009 non-conformes (les noms des candidats retenus n’y figurent pas, copies lettres non signées et non déchargées),</li><li>Absence des offres dans le dossier,</li><li>Les candidats non retenus n’ont pas été informés</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ?</li><li>Absence de contrat,</li><li>Absence de PV de réception,</li><li>Absence d’attestation de service fait,</li><li>Pratique de fractionnement.</li></ul>												
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités,</li><li>Eviter le fractionnement en organisant en début d’année un marché à commande.</li></ul>											
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX												
DRP9 DAGE												
Objet			consommables informatiques									
Date d’invitation			26/08/09									
Date de dépôt des offres			09/09/09									
Attributaire			BIP DISTRIBUTION									
Date du bon de commande			NA									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			2 950 000FCFA									
Date de réception			NA									
Non conformités	BIP GLOBAL PARTNER EAMS ESPACE GOLBAL COM-BAT SERVICE											
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>26 août 2009</td><td></td><td>09 sep 2009</td><td>09 sep 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	26 août 2009		09 sep 2009	09 sep 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
	26 août 2009		09 sep 2009	09 sep 2009								
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Absence lettres d’invitation dans le dossier,</li><li>• Pratique de fractionnement,</li><li>• Absence de BC,</li><li>• Absence d’attestation de service fait.</li></ul>											
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77,</li><li>• Eviter le fractionnement en organisant des marchés à commande.</li></ul>											
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
DRP10 DAGE				
Objet			fournitures de bureaux	
Date d’invitation			17/07/09	
Date de dépôt des offres			31/07/09	
Attributaire			PAPEX	
Date du bon de commande			NA	
Date du contrat de vente			NA	
Montant du marché			10 163 000 FCFA	
Date de réception			NA	
Non conformités	PAPEX MAFOPRES PAPETERIE OUEST AFRICAINE DAOUD BUREAU EDK			
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution
	17 juillet 2009		31 juillet 2009	31 juillet 2009
	<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d’invitation datées du 17 juillet 2009 non-conformes (les noms des candidats retenus n’y figurent pas, copies lettres non signées et non déchargées),</li><li>Absence des offres dans le dossier,</li><li>Les candidats non retenus n’ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ?</li><li>Absence de contrat,</li><li>Absence de PV de réception,</li><li>Absence d’attestation de service fait,</li><li>Pratique de fractionnement.</li></ul>			
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités,</li><li>Eviter le fractionnement en organisant en début d’année un marché à commande.</li></ul>			
Commentaires de l’AC				
Appréciation du Cabinet				

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX												
DRP11 DAGE												
Objet			fournitures de bureaux									
Date d’invitation			30/06/09									
Date de dépôt des offres			14/07/09									
Attributaire			BUREAUTIQUE PLUS									
Date du bon de commande			NA									
Date du contrat de vente			NA									
Montant du marché			2 950 000 FCFA									
Date de réception			NA									
Non conformités			BUROTIC PLUS									
			CHEIKH MBENGUE									
			SPS									
			HORIZON PLUS									
			SERN									
			<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>30 juin 2009</td><td></td><td>14 juillet 2009</td><td>14 juillet 2009</td></tr></table>		Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	30 juin 2009		14 juillet 2009	14 juillet 2009
Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution									
30 juin 2009		14 juillet 2009	14 juillet 2009									
			<ul style="list-style-type: none"><li>• Absence lettres d’invitation dans le dossier,</li><li>• Pratique de fractionnement,</li><li>• Absence de BC,</li><li>• Absence d’attestation de service fait.</li></ul>									
Recommandations			<ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77,</li><li>• Eviter le fractionnement en organisant en début d’année des marchés à commande.</li></ul>									
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP12 DAGE						
Objet			fournitures de bureaux			
Date d’invitation			25/08/09			
Date de dépôt des offres			08/09/09			
Attributaire			XUTAAN HORIZON			
Date du bon de commande			NA			
Date du contrat de vente			NA			
Montant du marché			1 452727 FCFA			
Date de réception			NA			
Non conformités			MODOU NDIAYE			
			GAYA SARL			
			BABA DISTRIBUTION SERVICES			
			ENTREPRISE XUTAAN HORIZON B			
			DIAMA – MULTI- SERVICE GIE			
			Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution
			30 juin 2009		14 juillet 2009	14 juillet 2009
			<ul style="list-style-type: none"><li>• Absence lettres d’invitation dans le dossier,</li><li>• Pratique de fractionnement,</li><li>• Absence de BC.</li></ul>			
			Absence d’attestation de service fait.			
Recommandations			<ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77,</li><li>• Eviter le fractionnement en organisant en début d’année des marchés à commande.</li></ul>			
Commentaires de l’AC						
Appréciation du Cabinet						

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP1 DB				
Objet		PRODUIT D'ENTRETIEN		
Date d'invitation		20/09/2009		
Date de dépôt des offres		PAS DATE		
Attributaire		PAPEX		
Date du bon de commande		NA		
Date du contrat de vente		NA		
Montant du marché		4 500 000 CFA		
Date de réception		NA		
Non conformités	PAPEX			
	ALIDIS			
	HASSAN ZEIN			
	PAPETERIE OUESTY AFRICAI NE			
	PAPETERIE DE L'OCCIDENT			
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d'attribution
	15 sep 2009			23 sep 2009
	<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d'invitation datées du 15 septembre 2009 non-conformes (date de dépôt des offres non précisée, les non des candidats invités n'y figurent pas, copies lettres non signées et non déchargées),</li><li>Absence des offres dans le dossier,</li><li>Les candidats non retenus n'ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Non application de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009,</li><li>Absence de PV de réception.</li></ul>			
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d'invitation</li><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP.</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure, Faire décharger les copies des lettres d'invitation par les candidats invités.</li></ul>			
Commentaires de l'AC				
Appréciation du Cabinet				

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP2 DB				
Objet			ENTRETIEN ET REPARATION	
Date d’invitation			24/12/2009	
Date de dépôt des offres			PAS DATE	
Attributaire			GARAGE IBRA GUEYE	
Date du bon de commande			NA	
Date du contrat de vente			NA	
Montant du marché			14 500 000 F CFA	
Date de réception			NA	
Non conformités	GARAGE IBRA GUEYE GARAGE DAME FALL GARAGE NDOYE ET FRERE			
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution
	15 sep 2009		23 février 2009	
	<ul style="list-style-type: none"><li>Lettres d’invitation datées du 24 DECEMBRE 2009 non-conformes (date de dépôt des offres non précisée, les non des candidats invités n’y figurent pas, copies lettres non signées et non déchargées),</li><li>Absence des offres dans le dossier,</li><li>Les candidats non retenus n’ont pas été informés,</li><li>Absence de cahier de charge,</li><li>Non application de la Circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ?</li><li>Absence de PV de réception.</li></ul>			
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Mentionner la date de dépôt des offres dans les lettres d’invitation,</li><li>Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités.</li></ul>			
Commentaires de l’AC				
Appréciation du Cabinet				

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-348260 DCI DGF										
Objet		Fournitures de bureau								
Date d’invitation		14/01/09								
Date de dépôt des offres		29/01/09								
Attributaire		Serigne Mbodj								
Date du bon de commande		NA								
Date du contrat de vente		14/10/09								
Montant du marché		4 999 070 FCFA								
Date de réception		11/05/09								
Cinq (05) OFFRES	DATE OFFRE									
	Fallou Fall Services	5 319 765	28/01/09							
	-Ansar Affaires multiservices	5 163 916	27/01/09							
	-EGTF	5 105 182	28/01/09							
	-Serigne MBODJ	4 999 070	26/01/09							
	-Khadim Diakhaté	5 228 787	29/01/09							
	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>14 janv 2009</td><td></td><td>29 jan 2009</td><td>NF</td></tr></table>			Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	14 janv 2009		29 jan 2009
Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution							
14 janv 2009		29 jan 2009	NF							
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lettres d’invitation datées du 14 janvier 2009 non-conformes (les noms des candidats invités et leur adresse n’y figurent pas, copies lettres non signées),</li><li>• Les copies des lettres d’invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées,</li><li>• La facture définitive n°57-2009-SMB liquidée n’est pas datée</li><li>• PV de réception daté du 11 mai 2009 alors que le contrat est signé le 14 octobre 2009 et enregistré le 15 octobre de la même année,</li></ul>									
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>• Faire une application rigoureuse de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 relatives aux DRP,</li><li>• Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>• Faire décharger les copies des lettres d’invitation par les candidats invités.</li></ul>									
Commentaires de l’AC										
Appréciation du Cabinet										

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-348319 DCI DGF				
Objet		Consommables informatiques		
Date d’invitation		09/02/09		
Date de dépôt des offres		24/02/09		
Attributaire		GIE Alouch		
Date du bon de commande		NA		
Date du contrat de vente		NA		
Montant du marché		2 583 999 CFA		
Date de réception		PV n° 03/2009		
Cinq (05) OFFRES	Date offre			
	-GIE Alouch : 2 583 999 offre non fournie			
	-Centrale papeterie : 2 676 830 non datée			
	-BODIS : 2 666 505 30/01/2009			
	-TYPORAPIDE : 2 644 380 30/01/2009			
	-MIC Imprimerie : 2 706 035 30/01/2009			
Non conformités	Date lettre invitation	Date offre	Date PV v de dépouillement	Date PV d’attribution
	Non fournies	Non fournies		29 janv 2009
	<ul style="list-style-type: none"><li>Les copies des lettres d’invitation datées du 09 février 2009 ne sont pas signées,</li><li>Les copies des lettres d’invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées,</li><li>La lettre de notification n’est pas signée,</li><li>Les lettres d’information adressées aux candidats non retenus ne sont pas signées et les copies ne sont pas déchargées,</li><li>La facture définitive est liquidée mais la certification de la fourniture faite n’est pas datée,</li><li>Le PV de réception n’est pas daté,</li><li>Absence de BC,</li><li>Pratique de fractionnement.</li></ul>			
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Appliquer rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77,</li><li>Eviter le fractionnement en organisant en début d’année des marchés à commande.</li></ul>			
Commentaires de l’AC				
Appréciation du Cabinet				



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP 1 DCI DGF												
Objet		Matériel et produit d’entretien										
Date d’invitation		09/02/09										
Date de dépôt des offres		24/02/09										
Attributaire		ESTCI 42										
Date du bon de commande		NA										
Date du contrat de vente		NA										
Montant du marché		1 000 000 F CFA										
Date de réception		15/12/09										
Cinq (05) OFFRES		<div>- ESTCI 1 000 000</div> <div>-IRIS SA 1 222 500</div> <div>-GIE Astou LO 1 162 500</div> <div>-El Hadj Mamadou GUEYE 1 105 500</div> <div>-SEBTIC 1 310 000</div>										
Non conformités	<table><tr><td>Date lettre invitation</td><td>Date offre</td><td>Date PV de dépouillement</td><td>Date PV d’attribution</td></tr><tr><td>09 fev 2009</td><td>Non datées</td><td>24 fev 2009</td><td>24 fev 2009</td></tr></table>				Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution	09 fev 2009	Non datées	24 fev 2009	24 fev 2009
	Date lettre invitation	Date offre	Date PV de dépouillement	Date PV d’attribution								
09 fev 2009	Non datées	24 fev 2009	24 fev 2009									
	<ul style="list-style-type: none"><li>Les copies des lettres d’invitation datées du 09 février 2009 ne sont pas signées,</li><li>Les copies des lettres d’invitation adressées aux candidats ne sont pas déchargées,</li><li>La lettre de notification n’est pas signée,</li><li>Les lettres d’information adressées aux candidats non retenus ne sont pas signées et les copies ne sont pas déchargées,</li><li>La facture définitive ESTCI est datée du 18 mai 2009 alors que la réception a eu lieu le 15 décembre 2009,</li><li>Le PV de réception est daté du 15/12/09,</li><li>Absence de BC.</li></ul>											
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"><li>Veiller au bon archivage des lettres d’invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li><li>Appliquer rigoureusement le CMP quant à l’organisation des DRP tel que préciser par l’article 77,</li><li>Eviter le fractionnement en organisant en début d’année des marchés à commande.</li></ul>											
Commentaires de l’AC												
Appréciation du Cabinet												

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP2 DCI DGF	
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de bureau</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>GIE Alouch</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 690 990 CFA</b>
Date de réception	PV n° 02/2009
<b>Non conformités</b>	<p>-MT Services 2 876 840          -GIE Alouch 2 690 990          -GIE CGI 2 845 924          -Imprimerie papeterie 2 799 786          -Consortium A D 2 733 234</p> <p>Le dossier comprend uniquement le PV de dépouillement daté du 20 janvier 2009, le PV de réception non daté et les titres de créance et de certification.          Pratique de fractionnement.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Eviter le fractionnement en organisant en début d'année des marchés à commande.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP3 DCI DGF	
<b>Objet</b>	<b>CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>GROUPOO SARL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 525 790 FCFA</b>
Date de réception	04/08/2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>NABI SARL 2 633 760 FCFA  MENDA SERVICES 2 552 930 FCFA  GROUPOO SARL 2 525 790 FCFA  ACORDS 2 643 200 FCFA  INTERCOM 2 574 760 FCFA</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement le PV d'attribution daté du 21/07/2009, le PV de réception date du 04/08/09 et les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> </ul> <p>Veiller joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP4 DCI DGF	
Objet	Matériel informatique
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SETS</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 997 200 FCFA</b>
Date de réception	12/05 /2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>OUSMANE CISS 3 150 600 FCFA</p> <p>SETS INFORMATIQUE 2 997 200 FCFA</p> <p>GIE TRADIS 3 256 800 FCFA</p> <p>GIE PDK MULTISERVICES 3 322 880 F</p> <p>KEBEKHEWEL 3 017 614 FCFA</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement le PV de dépouillement daté du 02/04/ 2009, le PV de réception date du 12/05/09 et les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veiller joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP 5 DCI DGF	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURES DE BUREAU</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>ESE PRESS HI TECH</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	07/07/2009
Montant du marché	<b>7 999 220 FCFA</b>
Date de réception	14/07/2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	MAINT INFORMATIQUE 8 555 177 FCFA  T FALL SERVICES 8 858 614 FCFA  PM DIOP 8 414 816 FCA  PRESS HI TECH 7 999 220 FCFA  GIE UNION GOLF SUD 8 217 579 FCFA
<b>Non conformités</b>	Le dossier comprend uniquement le contrat du 07/07/09, le PV de dépouillement et d'attribution datés du 28/05/ 2009, le PV de réception date du 14/07/09 et les titres de créance et de certification.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP1 DGD	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURES DE QUITTANCIERS</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SENEGALAISE DE L'IMPRIMERIE</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	DU 22/06/2009  31/12/2009
Montant du marché	<b>14 868 000FCFA</b>
Date de réception	23/06/2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	SENEGAL DE L'IMPRIMERIE 14 868 000 F  AGRAPH : 15 841 500 FCFA  IMPR GRAPHI PRO : 15 930 000 FCFA  IMPR TANDIAN : 17 700 000 FCFA  IMPR SAM SARL : 19 470 000 FCFA
<b>Non conformités</b>	Le dossier comprend uniquement le contrat du 16/06/09, le PV d'attribution daté du 28/05/ 2009, le PV de réception date du 23/06/09, les titres de créance et de certification.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421909 DGF	
Objet	Achat de papier
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	Distribution plus BCVS
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	2 065 000 FCFA
Date de réception	02/04/09
Cinq (05) OFFRES	<b>DISTRIBUTION PLUS 2 065 000 FCFA</b>  <b>COMSET : 2 478 000 FCFA</b>  <b>GTS SARL : 2 188 900 FCFA</b>  <b>ETS SENENNE : 2 271 500 FCFA</b>  <b>GAMO SARL : 2 436 700 FCFA</b>
Non conformités	<p>Le dossier comprend uniquement le PV de dépouillement daté du 27/02/ 2009, le PV de réception date du 23/06/09, les titres de créance et de certification.</p>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier et un document attestant la réception.</li> </ul>
Commentaires de l'AC	
Appréciation du Cabinet	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421919 DGF	
Objet	Frais d'impression
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>HORIZON PLUS</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 717 588 FCFA</b>
Date de réception	NON DATE
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<b>LE NDOUCOUMANE : 3 512 978 FCFA</b>  <b>AME SATOU : 3 524 070 FCFA</b>  <b>BUREAUTIC PLUS : 3 404 890 FCFA</b>  <b>SERN : 3 546 490 FCFA</b>  <b>HORIZON PLUS : 2 717 588 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV d'attribution et de dépouillement datés du 12/05/ 2009, le bordereau de livraison non daté, les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> </ul> <p>Veillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421905 DGF	
<b>Objet</b>	<b>Consommables informatiques</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SOUMBAR EXPRESS SERVICES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 371 800 FCFA</b>
Date de réception	22/03/09
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<b>DAMACOU SERVICES : 2 527 560 FCFA</b>  <b>TECHNOPOINTE : 2 611 340 FCFA</b>  <b>TEL SERVICES PLUS : 2 796 600 FCFA</b>  <b>ESPACE GLOBAL : 2 708 690 FCFA</b>  <b>SOUMBAR EXPRESS : 2 371 800 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement daté du 11/02/ 2009, le bordereau de livraison daté du 24/03/09, les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> </ul> <p>Veillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</p>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421949 DGF	
<b>Objet</b>	<b>CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SOUMBAR EXPRESS SERVICE</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>1 281 185 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>Quatre (04) OFFRES</b>	<b>SOUMBAR EXPRESS : 1 281 185 FCFA</b>  <b>GIE YA.CE : 1 354 758 FCFA</b>  <b>TEL SERVICES PLUS : 1 420 720 FCFA</b>  <b>MENDA SERVICE : 1 430 868 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV d'attribution et de dépouillement datés du 16/11/ 2009, les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier et un document attestant la réception.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421931 DGF	
<b>Objet</b>	<b>PRESTATION DE SERVICES</b>
Date d'invitation	03/03/2009
Date de dépôt des offres	13/03/2009
Attributaire	<b>MN EG –EQUIPEMENT</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>8 000 000 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>MN EG-EQUIPEMENT : 8 000 000 FCFA</p> <p>GEMEX SERVICES : 9 300 000 FCFA</p> <p>ECREL : 8 500 000 FCFA</p> <p>ABEL-SENEGAL : 9 800 000 FCFA</p> <p>GROUP OTICS DISTRIBUTOR : 8 950 000 FCFA</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement le PV de dépouillement daté du 13/03/ 2009, les lettres d'invitation datent du 13/03/09.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier et un document attestant la réception.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

L'absence des dossiers de DRP constitue une limitation dans la mise en œuvre de nos diligences, notamment notre appréciation sur la régularité de la procédure conformément aux dispositions du CMP et de la circulaire du Premier Ministre mais également sur l'implication de la cellule et de la commission des marchés dans ces dites procédures.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421945 DGF	
<b>Objet</b>	<b>AUTRES ENTRETIENS ET MAINTENANCE</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>MN EG-EQUIPEMENT</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 899 260 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<b>MN EG-EQUIPEMENT : 2 899 260 FCFA</b>  <b>NTM : 3 000 000 FCFA</b>  <b>GEE : 2 950 500 FCFA</b>  <b>ECREL : 2 945 250 FCFA</b>  <b>CAMFA-PRESTATION : 2 990 660 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	Le dossier comprend uniquement, le PV d'attribution daté du 26/10/200.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier et un document attestant la réception.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421917 DGF	
<b>Objet</b>	<b>ACHATS DE BIENS ET SERVICES</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>PAPEX SARL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>914 500 FCFA</b>
Date de réception	07/03/2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<b>STABURO : 944 000 FCFA</b>  <b>DAOUD BUREAUX : 953 440 FCFA</b>  <b>PAPETERIE OCCIDENT : 960 520 FCFA</b>  <b>PAPETERIE OUEST AFRIC : 969 370 FCFA</b>  <b>PAPEX : 914 500 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement daté du 20/04/ 2009 et le PV de réception dont la date n'est pas lisible.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421915 DGF	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURES DE BUREAU</b>
Date d'invitation	25/02/2009
Date de dépôt des offres	13/03/2009
Attributaire	<b>SOGET TP</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>7 146 080 FCFA</b>
Date de réception	04/05/2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<b>SOGET TP : 7 146 080 FCFA</b>  <b>ABN : 8 168 550 FCFA</b>  <b>GEQUIPS : 7 584 450 FCFA</b>  <b>SEDIF : 7 811 600 FCFA</b>  <b>SGD : 7 537 250 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV d de dépouillement daté du 13/03/ 2009, les lettres d'invitation daté du 25/02/09, le bordereau de livraison du 04/05/09 les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421971 DGF	
<b>Objet</b>	<b>PETIT MATERIEL ET OUTILLAGE TECHIQUE</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>PEPEX</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>1 950 000 FCFA</b>
Date de réception	14/09/2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<b>TECHNOPOINTE : 2 135 700 FCFA</b>  <b>QUINTEC'S INDUSTRIES : 2 085 150 FCFA</b>  <b>ETS GENERALE : 1 995 900 FCFA</b>  <b>ETS SERVICE PLUS : 1 970 600 FCFA</b>  <b>PEPEX : 1 950 000 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV d de dépouillement daté du 18/02/ 2009, le bordereau de livraison et le PV de réception du 30/03/09.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421996 DGF	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT D'HABILLAGE</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>PEPEX</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 928 760 FCFA</b>
Date de réception	10/12/2009
<b>Trois (03) OFFRES</b>	<b>QUINTEC'S INDUSTRIES : 2 970 510 FCFA</b>  <b>ETS SERVICE PLUS : 2 955 230 FCFA</b>  <b>PEPEX : 2 928 760 FCFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement et d'attribution du 16/11/ 2009, le bordereau de livraison du 10/12/09.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-422000 DGF	
<b>Objet</b>	<b>ACHAT DE PORTABLES</b>
Date d'invitation	20/10/2009
Date de dépôt des offres	27/10/2009
Attributaire	<b>SOUMBAR EXPRESS SERVICES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>5 982 600 FCFA</b>
Date de réception	26/11/2009
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<b>SES : 997 100 FCFA</b>  <b>TECHNOPOINTE PLUS : 1 050 200 FCFA</b>  <b>MENDA SERVICES : 1 036 335 FCFA</b>  <b>ESPACE GLOBAL : 1 085 600 FCFA</b>  <b>TSP : 1 003 000 FCFA</b>  <b>NB : PRIX UNITAIRE</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le PV d'ouverture des plis daté du 27/10/ 2009, les lettres d'invitation datée du 20/10/09, le cahier des charges et les factures pro forma.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421980 DGF	
<b>Objet</b>	<b>CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>
Date d'invitation	07/09/2009
Date de dépôt des offres	17/09/2009
Attributaire	<b>SENEG IMPORT EXPORT DISTRIBUTION ET SERVICE</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>9 735 000 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>KEUR PAYENE : 10 201 100 FCFA</p> <p>SIEDIS : 9 735 000 FCFA</p> <p>GROUPE SIGMA : 9 921 440 FCFA</p> <p>SERIGNE TAWAH : 10 330 428 FCFA</p> <p>HERMES : 10 021 740 FCFA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le dossier comprend uniquement, le PV d'ouverture de dépouillement du 17/09/ 2009, les lettres d'invitation daté du 07/09/09, le cahier des charges et les factures pro forma.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>Veillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421907 DGF	
<b>Objet</b>	<b>PETITES FOURNITURES DE BUREAU</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>MENDA SERVICES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>1 801 270CFA</b>
Date de réception	18/03/09
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	MENDA SERVICES <b>1 801 270</b>  TECHNOPOINTE <b>1 949 950</b>  ESPACE GLOBAL <b>1 978 270</b>  UMMIL RASSOUL <b>1 957 030</b>  SOUBAR EXPRESS <b>1 971 190</b>
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le dossier comprend uniquement, le PV d'ouverture de dépouillement du 27/02/ 2009, le bordereau de livraison et le PV de réception du 18/03/09.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>Veillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421940 DGF	
<b>Objet</b>	<b>FOURNITURES DE BUREAU</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>GLOBAL BUSINESS SERVICES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>1 901 275 F CFA</b>
Date de réception	15/09/09
<b>Quatre (04) OFFRES</b>	<p>GIE ALOUCH <b>1 935 070</b></p> <p>BUREAUTIQUE PLUS <b>2 060 510</b></p> <p>GLOBAL BUSINESS <b>1 901 275</b></p> <p>LE NDOUCOUMANE <b>1 980 650</b></p>
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le dossier comprend uniquement, le PV d'attribution du 03/09/2009, l le PV de réception du 18/09/09.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>Veillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421906 DGF	
<b>Objet</b>	<b>ACQUISITION PETITS EQUIPEMENTS DE BUREAU</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>ETS ABDOUL A THIAW</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 126 950 CFA</b>
Date de réception	30/03/09
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>GIE ESPOIR 2 336 400</p> <p>ESE KEUR SM SY 2 213 090</p> <p>ETS ABDOUL THIAW 2 126 950</p> <p>NESPROC 2 147 600</p> <p>GIE PRESTIGE 2 371 800</p>
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement du 18/02/2009, le bordereau de livraison et le PV de réception du 30/03/09.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>Veillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421995 DGF	
<b>Objet</b>	<b>CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SPS</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>2 950 000 CFA</b>
Date de réception	09/12/09
<b>Quatre (04) OFFRES</b>	PEPEX <b>2 982 000</b>  SPS <b>2 950 000</b>  BSE <b>2 999 105</b>  ESP <b>2 965 300</b>
<b>Non conformités</b>	Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement et d'attribution du 16/11/2009, le bordereau de livraison du 09/12/09.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX 09-421986 DGF	
<b>Objet</b>	<b>DEMENAGEMENT DE CERTAINS SERVICES</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>SPS</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>1 775 250 CFA</b>
Date de réception	NA
<b>Quatre (04) OFFRES</b>	<p>QUINTECS INDUSTRIES <b>1 895 000</b></p> <p>NTM <b>1 905 600</b></p> <p>GEE <b>1 823 300</b></p> <p>SPS <b>1 775 250</b></p>
<b>Non conformités</b>	Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement et d'attribution du 26/10/2009.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP1 DMTA									
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de bureau</b>								
Date d'invitation	26/03/2009								
Date de dépôt des offres	07/04/2009								
Attributaire	<b>ETABLISSEMENT BABOU MALICK GUEYE, ETS KEUR DJILY, MILLENIUM CORPORATION, LA PROVIDENCE</b>								
Date du bon de commande	NA								
Date du contrat de vente	NA								
Montant du marché	<b>4 734000 FCFA</b>								
Date de réception	NA								
<b>Non conformités</b>	<p>Quatre (04) offres  ETS BABOU MALICK GUEYE  La Providence  ETABLISSEMENT KEUR DJILY  MILLENIUM CORPORATION  MAMIE DISTRIBUTION</p> <p>Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement du 09/04/2009 et d'attribution du 16/04/09, les lettres d'invitation du 26/03/09 et les offres de prix des invités</p> <p>Quatre (04) sociétés ont été déclarées attributaires de la DRP</p> <table> <tr> <td>ETS BABOU MALICK GUEYE</td><td>1 952 900</td></tr> <tr> <td>La Providence</td><td>820 100</td></tr> <tr> <td>ETABLISSEMENT KEUR DJILY</td><td>826 000</td></tr> <tr> <td>MILLENIUM CORPORATION</td><td>1 135 000</td></tr> </table>	ETS BABOU MALICK GUEYE	1 952 900	La Providence	820 100	ETABLISSEMENT KEUR DJILY	826 000	MILLENIUM CORPORATION	1 135 000
ETS BABOU MALICK GUEYE	1 952 900								
La Providence	820 100								
ETABLISSEMENT KEUR DJILY	826 000								
MILLENIUM CORPORATION	1 135 000								
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>								
<b>Commentaires de l'AC</b>									
<b>Appréciation du Cabinet</b>									



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP2 DMTA	
<b>Objet</b>	<b>CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>
Date d'invitation	01/04/2009
Date de dépôt des offres	23/04/2009
Attributaires	<b>ACP et EGBACC</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	NA
Montant du marché	<b>7 911 900 FCFA</b>
Date de réception	NA
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq (05) offres EGBACC (Mangui Nii) TECHNICOM Millenium Corporation La Providence ACP</p> <p>Le dossier comprend uniquement, le PV de dépouillement du 23/04/2009 et d'attribution du 27/04/09, les lettres d'invitation du 01/04/09 et les offres de prix des invités.</p> <p>Deux (02) sociétés ont été déclarées attributaires de la DRP EGBACC pour un montant de 1 428 980 FCFA ACP pour un montant de 6 482 920 FCFA</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77,</li> <li>• Veuillez joindre le contrat ou le BC dans le dossier.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP1 DSPRV	
<b>Objet</b>	<b>Fournitures de bureau</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>PAPEX SARL</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	02/12/09
Montant du marché	<b>6 699 981 F CFA</b>
Date de réception	02/12/09
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>-PAPEX 6 699 981</p> <p>-DAOUD Bureaux 7 626 871</p> <p>-STABURO 7 152 511</p> <p>-EDK 8 498 065</p> <p>-Papeterie Occident 8 005 238</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le contrat du 02/12/09 le PV d'ouverture et d'attribution du 05/11/ 2009, le bordereau de livraison et le PV de réception du 02/12/09, les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP2 DSPRV	
<b>Objet</b>	<b>Fourniture de bureau</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>COMSES</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	20/08/09
Montant du marché	<b>7 130 150 F CFA</b>
Date de réception	19/08/09
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>-COMUSEN <b>7 720 740</b></p> <p>-GETRASES SA <b>7 655 250</b></p> <p>-Cie de Com. Et de Services <b>7 607 460</b></p> <p>-COMSES SA <b>7 130 150</b></p> <p>-SOSENI <b>7 799 800</b></p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le contrat du 20/08/09 le PV d'attribution du 03/06/ 2009, le PV de réception du 19/08/09, les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP3 DSPRV	
Objet	Consommables informatiques
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>MAITRE HORIZON</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	21/08/09
Montant du marché	<b>4 841 540 CFA</b>
Date de réception	14/08/09
<b>Cinq (05) OFFRES</b>	<p>-DAROU SALAM <b>5 993 220</b></p> <p>-Espace Global Multi services <b>6 266 080</b></p> <p>-Soumbar Express Services <b>6 599 100</b></p> <p>-Transact Immo SARL <b>6 022 720</b></p> <p>- Maitre Horizon <b>5 021 000</b></p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le contrat du 21/08/09 le PV d'attribution du 03/06/ 2009, le bordereau de livraison et le PV de réception du 14/08/09, les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP1 IGF	
<b>Objet</b>	<b>Fournitures de consommables informatiques (LOT4)</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>OUMOU INFORMATIQUE</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	18/02/09
Montant du marché	<b>868 480 FCFA</b>
Date de réception	23/10/09
<b>Quatre (04) OFFRES</b>	<p>OADEN 3 053 250 FCFA</p> <p>NETAO 2 754 120 FCFA</p> <p>GETSERVICE 2 740 000 FCFA</p> <p>OUMOU INFORM 1 913 000 FCFA</p> <p>NB: EN REALITE LE MONTANT DU MARCHE EST DE 868 480 FCFA</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le contrat du 13/03/09 le PV d'ouverture du 28/01/09 et d'attribution provisoire du 16/03/ 2009, le PV de réception du 23/10/09, les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP2 IGF	
<b>Objet</b>	<b>Fournitures de bureau</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>OADEN</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	18/02/09
Montant du marché	<b>1 616 600 FCFA</b>
Date de réception	17/06/09
<b>Trois (03) OFFRES</b>	<p>OADEN 3 062 631 FCFA</p> <p>NETAO 3 418 814 FCFA</p> <p>GETSERVICE 4 287 530 FCFA</p> <p>NB: En réalité le montant est de 1 616 600 F CFA</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le contrat du 13/03/09 le PV d'ouverture du 28/01/09 et d'attribution provisoire du 16/03/ 2009, le PV de réception du 17/06/09 le bordereau de livraison du 12/06/09 , les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP3 IGF	
<b>Objet</b>	<b>Fournitures de produits d'entretien (lot 3)</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>OADEN</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	18/02/09
Montant du marché	<b>999 990 FCFA</b>
Date de réception	17/06/09
<b>Trois (03) OFFRES</b>	<p>OADEN 928 365 FCFA</p> <p>NETAO 879 100 FCFA</p> <p>GETSERVICE 1 375 000 FCFA</p> <p>NB: En réalité le montant est de 999 990 FCFA</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier comprend uniquement, le contrat du 13/03/09 le PV d'ouverture du 28/01/09 et d'attribution provisoire du 16/03/ 2009, le PV de réception du 17/06/09 le bordereau de livraison du 12/06/09 , les titres de créance et de certification.</p>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX DRP4 IGF	
<b>Objet</b>	<b>Fournitures de consommables informatiques (LOT4)</b>
Date d'invitation	NA
Date de dépôt des offres	NA
Attributaire	<b>OUMOU INFORMATIQUE</b>
Date du bon de commande	NA
Date du contrat de vente	18/02/09
Montant du marché	<b>2 086 240 FCFA</b>
Date de réception	30/06/09
<b>Quatre (04) OFFRES</b>	OADEN 3 053 250 FCFA NETAO 2 754 120 FCFA GETSERVICE 2 740 000 FCFA OUMOU INFORM 1 913 000 FCFA  NB: EN REALITE LE MONTANT DU MARCHE EST DE 2 086 260 FCFA
<b>Non conformités</b>	Le dossier comprend uniquement, le contrat du 12/03/09 le PV d'ouverture du 28/01/09 et d'attribution provisoire du 16/03/ 2009, le PV de réception du 30/06/09, les titres de créance et de certification.
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller au bon archivage des lettres d'invitation et de manière générale de toutes les pièces de la procédure,</li> <li>• Appliquer rigoureusement le CMP quant à l'organisation des DRP tel que préciser par l'article 77.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	



## **4.2. Audit de l'exécution financière**

### **4.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau du MEF pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget du Ministère ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix conformes ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la justification de la dépense ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

### **4.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière**

En raison de l'indisponibilité au niveau du Ministère des pièces justificatives relatives au paiement du Trésor (transmises à la Cour des comptes), les travaux de la mission sur l'exécution financière des marchés et DRP ont porté sur la situation des paiements du SIGFIP. Par conséquent, nous n'avons pu vérifier certaines dispositions contractuelles concernant les garanties, les pénalités de retard, le contrôle des décomptes, le précompte de la TVA, les avances et remboursements, le respect des délais de paiement, etc. Sous ces réserves, nos contrôles sur le SIGFIP n'ont pas révélé d'anomalies.

## **4.3. Audit de l'exécution physique des marchés**

L'audit physique fera l'objet d'un rapport distinct qui sera transmis ultérieurement.

## 5. RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux de la mission sur la revue indépendante de la passation des marchés 2009 du Ministère de l'Economie et des Finances, nous formulons les recommandations suivantes tant sur le dispositif des marchés que sur la passation même des marchés.

### 5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés

- **Mise en place d'un registre des marchés**

Mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et régulièrement mis à jour.

### 5.2. Recommandations relatives aux marchés

#### 5.2. 1. Recommandations relatives aux AO

- En application de l'article 67.4 du CMP, les PV d'ouverture des plis doivent être remis aux candidats à la fin des séances d'ouverture des plis ou leur être transmis ultérieurement ;
- Veiller à conduire et à finaliser dans les meilleurs délais les marchés passés par appel d'offres restreint (en particulier ceux passés à la suite de l'invocation du motif d'urgence impérieuse),
- Apporter par tout moyen, la preuve de la réception par les candidats à un appel d'offres restreint des dossiers d'appel à concurrence,
- Veiller à conclure les avenants dans le strict respect de l'interdiction posée par l'article 23.3 du CMP en évitant de conclure des avenants à des dates très rapprochées de celles de réception des travaux, des fournitures et services qui en font l'objet,
- Veiller à ouvrir les plis immédiatement après la date limite de dépôt des offres ou dans tous les cas dans les meilleurs délais,
- Circonscrire l'évaluation de la qualification à l'attributaire et non à tous les candidats et la conduire indépendamment du contenu de leur offre,

- Veiller à publier dans les meilleurs délais les avis d'attribution provisoire et immédiatement après l'approbation des propositions d'attribution en application des dispositions de l'article 81.3 du CMP,
- N'exécuter les marchés qu'une fois approuvés du moment où l'approbation marque la date de conclusion du contrat (article 43 du Code des Obligations de l'Administration),
- Veiller à ce que les cahiers de charges contiennent les spécifications techniques complètes attendues des produits à livrer et les critères de qualification exigés des candidats de la procédure,
- Instruire la Commission des marchés du MEF à être davantage attentive au contenu des offres des candidats afin de relever celles qui ne font que reprendre en l'état les spécifications techniques des cahiers des charges. Dans le cas spécifique des appels d'offres restreints, pour notamment contourner le risque de collusion entre les candidats, le caractère raisonnable des offres financières doit être apprécié.

**Recommandations sur les prestations intellectuelles :**

- Veiller à préciser dans les avis de manifestation d'intérêts pour la sélection de Consultant ou de Cabinets et Bureaux d'Etudes les critères d'évaluation des dossiers de soumission qui serviront de base aux comités techniques pour évaluer les offres et confectionner les listes restreintes,
- Pour faciliter l'évaluation des propositions techniques des Consultants, les demandes de propositions doivent quantifier le nombre minimal de références exigé dans le domaine spécifique, objet de la mission,
- La Cellule de Gestion et de Contrôle du Portefeuille de l'Etat (CGCPE) doit être plus vigilante dans la prise en compte des références pertinentes des cabinets short listés afin de ne retenir que les Cabinets possédant les références pertinentes à la mission objet de la consultation et sur la seule base des informations fournies dans leur dossier technique,
- Les comités techniques doivent se limiter strictement au contenu de la mission fixé dans les avis de manifestation d'intérêts et évaluer les références des candidats sur cette seule base. Par ailleurs, lors de l'évaluation des propositions techniques des candidats, ils doivent aussi se limiter strictement aux exigences des TDR et des données particulières de la demande de proposition (DP),
- Les Autorités Contractantes doivent veiller à appliquer avec prudence la notion d'offre anormalement basse qui, en réalité ne serait pertinente que pour les marchés portant sur des fournitures et des travaux nécessitant l'emploi de matériels, matières et

fournitures dont les coûts de revient peuvent être aisément établis sans contestation aucune. Les marchés de prestations intellectuelles ont ceci de particulier que l'essentiel des coûts facturés sont des honoraires qui sont plus faciles à réduire en tenant compte de conditions exceptionnellement favorables propres à un candidat (basse saison du point de vue de la répartition dans le temps de ses activités, emploi exclusif de personnel permanent pour ses missions et qui peut être momentanément en sous emploi etc).

#### 5.2. 2. Recommandations relatives aux ED

Dans la conclusion de marchés par entente directe, veiller au strict respect des exceptions posées par l'article 76 du CMP. En particulier, l'invocation des notions de "mesures particulières de sécurité" ou de « souci d'harmonisation » ne doivent pas être faite indûment et tout candidat se prévalant d'un droit d'exclusivité doit, sans dérogation aucune, être en mesure de présenter le document juridique lui conférant ce droit.

#### 5.2.3. Recommandations relatives aux DRP

- Le processus de la gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse de l'article 77 du CMP et de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant :
  - l'indication des noms et adresses des candidats invités dans chaque DRP sur la lettre d'invitation à adresser à chaque candidat,
  - l'élaboration d'un cahier de charges permettant d'indiquer les spécifications techniques requises des produits à livrer par les candidats et les critères de qualification qu'ils doivent respecter pour être éligibles,
  - l'obtention par tout moyen de la preuve de la réception des dossiers d'appel à concurrence par les candidats invités,
  - l'information par écrit des soumissionnaires non retenus,
  - le MEF devra également respecter les seuils d'application de la procédure des DRP et éviter de lancer plusieurs DRP pour un même type de besoin. En cas de dépassement des seuils autorisés, la procédure d'appel d'offres devra être utilisée,
  - le formalisme des DRP devra également être respecté par l'application des dispositions de l'article 77 du CMP qui prévoit une forme écrite pour tous les contrats de marché,
  - l'ARMP devrait initier des actions de sensibilisation en direction des acteurs économiques pour une plus grande appropriation du CMP par ces derniers.

Nous recommandons de prévoir un programme de renforcement des capacités des membres de la Commission des Marchés et de ceux de la Cellule des Marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

#### 5.2.5. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

Compte tenu de l'indisponibilité de certains dossiers de marchés et de la qualité de ceux disponibles, la mission estime que la Cellule des Marchés du MEF devrait améliorer son système de classement et d'archivage concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP.